

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2904

22 octobre 2015

SOMMAIRE

Brevan Howard Investment Fund	139360	REX-ZDHL S.C.S. SICAV-SIF	139389
Brevan Howard Liquid Portfolio Strategies	139360	Sireo Immobiliefonds No. 5 Health Care VIII S.à r.l.	139346
Business Group Luxembourg S.à r.l.	139349	Sireo Immobiliefonds No. 5 Health Care VI S.à r.l.	139348
Businesstalk S.A.	139349	Sireo Immobiliefonds No. 5 Heureka I Alpha S.à r.l.	139346
Businesstalk S.A.	139349	Sireo Immobiliefonds No. 5 Heureka II Beta S.à r.l.	139346
Comité de Souvenir de la Commune de Pétange -CSCP-asbl	139391	Sireo Immobiliefonds No. 5 Heureka III S.à r.l.	139347
Courtignac S.A.	139352	Sireo Immobiliefonds No. 5 Heureka I S.à r.l.	139346
Dabompre Engineering	139352	Sireo Immobiliefonds No. 5 Heureka IV Delta S.à r.l.	139347
Eclogan S.A.	139387	Sireo Immobiliefonds No. 5 Heureka IV S.à r.l.	139347
Edenholm Hopper Services S.à r.l.	139349	Sireo Immobiliefonds No. 5 Libero I Alpha S.à r.l.	139347
Financière Européenne des Retail Parks S.A.	139351	Sireo Immobiliefonds No. 5 Libero III S.à r.l.	139348
Guardian Financial Services S.à r.l.	139359	Sireo Immobiliefonds No. 5 Libero II S.à r.l.	139348
H.09 Bascharage "Novus"	139350	Sireo Immobiliefonds No. 5 Libero I S.à r.l.	139348
H.09 Roeser "Novus"	139350	Siturn S.A.	139349
Habinvest S.A., SPF	139350	Siturn S.A.	139349
HDR Trading & Consulting S.A.	139350	Tank International Lux S. à r.l.	139376
Hekuba S.à r.l.	139350	Touchstone Holding S.A.	139353
HMP Beratungsgesellschaft für Telekommunikations- und Sicherheitssysteme GmbH	139350	TPG Yachtzee Holdings S.à r.l.	139347
Immo House Plans S.à r.l.	139351	Trinugraha Capital	139346
Immo House Plans S.à r.l.	139351	Valdabbio S.A.	139359
Immo House Plans S.à r.l.	139351	Valore VIP-O S.à r.l.	139353
Invest 2000 S.A.	139358	WhiteWave International Holdings S.à r.l.	139348
Juana S.A., SPF	139351		
Kali S.à r.l.	139351		
Lacombe Investissement S.A.	139352		
LionLead Management S.à r.l.	139360		
LionLead SCA	139360		
Luxcellence	139358		
Lux Sphere S.A.	139352		
Quilvest Asset Management S.A.	139353		

Trinugraha Capital, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 15, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 160.501.

—
EXTRAIT

Alexandra Cabete Matias, née le 5 février 1980 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et demeurant professionnellement au 5c, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, a été nommée en tant que gérant de la Société avec effet au 1^{er} septembre 2015 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Référence de publication: 2015149962/14.

(150164058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Sireo Immobiliefonds No. 5 Health Care VIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 143.702.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015149896/10.

(150164221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Sireo Immobiliefonds No. 5 Heureka I Alpha S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 120.510.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015149897/10.

(150164307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Sireo Immobiliefonds No. 5 Heureka I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 120.506.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015149898/10.

(150164237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Sireo Immobiliefonds No. 5 Heureka II Beta S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 120.511.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015149899/10.

(150164312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

TPG Yahtzee Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 310.595,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 156.843.

—
EXTRAIT

Alexandra Cabete Matias, née le 5 février 1980 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et demeurant professionnellement au 5c, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, a été nommée en tant que gérant de la Société avec effet au 1^{er} septembre 2015 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Référence de publication: 2015149976/14.

(150164057) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Sireo Immobiliefonds No. 5 Heureka III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 120.508.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015149902/10.

(150164303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Sireo Immobiliefonds No. 5 Heureka IV Delta S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 120.513.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015149903/10.

(150164314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Sireo Immobiliefonds No. 5 Heureka IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 120.509.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015149904/10.

(150164308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Sireo Immobiliefonds No. 5 Libero I Alpha S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 117.441.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015149905/10.

(150164355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

WhiteWave International Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 512.500,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 149.335.

Suite à une erreur matérielle, il convient de noter les noms des gérants sous-mentionnés comme suit:

- Monsieur Tyler John HOLM;

- Monsieur James Thomas HAU.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Patrick van Denzen

Manager A

Référence de publication: 2015150028/14.

(150163749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Sireo Immobiliefonds No. 5 Libero I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 114.968.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015149906/10.

(150164318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Sireo Immobiliefonds No. 5 Libero II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 114.952.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015149907/10.

(150164320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Sireo Immobiliefonds No. 5 Libero III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 117.436.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015149908/10.

(150164341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Sireo Immobiliefonds No. 5 Health Care VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 142.972.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015149895/10.

(150164188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Siturn S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 174.195.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015149939/9.
(150163968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Siturn S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 174.195.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015149940/9.
(150163974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Businesstalk S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2141 Luxembourg, 11, rue Emile Mayrisch.
R.C.S. Luxembourg B 37.932.

—
Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015149487/9.
(150164062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Businesstalk S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2141 Luxembourg, 11, rue Emile Mayrisch.
R.C.S. Luxembourg B 37.932.

—
Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015149488/9.
(150164063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Business Group Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7410 Angelsberg, 19, rue de Schoos.
R.C.S. Luxembourg B 122.613.

—
Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015149486/9.
(150164111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Edenholm Hopper Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-2630 Luxembourg, 158, rue de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 178.241.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015149601/9.
(150163888) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Hekuba S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 127.136.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015149664/9.

(150163836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

**H.09 Bascharage "Novus", Société à responsabilité limitée,
(anc. H.09 Roeser "Novus").**

Siège social: L-3980 Wickrange, 7, rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 72.906.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange.

Carlo GOEDERT

Notaire

Référence de publication: 2015149661/12.

(150163903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

HMP Beratungsgesellschaft für Telekommunikations- und Sicherheitssysteme GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1913 Luxembourg, 28, rue Léandre Lacroix.
R.C.S. Luxembourg B 50.015.

Les comptes annuels au 16.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015149677/11.

(150163854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

HDR Trading & Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6868 Wecker, 7, Am Scheerleck.
R.C.S. Luxembourg B 82.439.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015149675/9.

(150163804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Habinvest S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 150.279.

Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration du 27 Août 2015

- Il est pris acte de la démission de Mme Rosalba Barretta de son mandat d'Administrateur avec effet au 13 Août 2015.

- Mr. Nicolas Gérard, né le 20 Avril 1981 à Libramont-Chevigny (Belgique) et employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est coopté en tant qu'Administrateur en remplacement de Mme Rosalba Barretta, démissionnaire, avec effet au 13 Août 2015, et ce pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur, mandat venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2020.

Référence de publication: 2015149671/13.

(150163970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Immo House Plans S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8010 Strassen, 204, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 55.347.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015149701/9.

(150164005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Immo House Plans S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8010 Strassen, 204, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 55.347.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015149702/9.

(150164038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Immo House Plans S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8010 Strassen, 204, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 55.347.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015149703/9.

(150164120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Juana S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 73.669.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015149732/9.

(150164442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Kali S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 5, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 155.331.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015149733/9.

(150164110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Financière Eureka S.A., Financière Européenne des Retail Parks S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 174.364.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015149627/9.

(150164030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Lacombe Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2314 Luxembourg, 2, place de Paris.

R.C.S. Luxembourg B 135.227.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 2 novembre 2015 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 30 juin 2015;
2. approbation des comptes annuels au 30 juin 2015;
3. affectation des résultats au 30 juin 2015;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

*Le Conseil d'Administration.*Référence de publication: 2015162645/10/18.

Courtignac S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2314 Luxembourg, 2, place de Paris.

R.C.S. Luxembourg B 135.228.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 2 novembre 2015 à 14.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 30 juin 2015;
2. approbation des comptes annuels au 30 juin 2015;
3. affectation des résultats au 30 juin 2015;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

*Le Conseil d'Administration.*Référence de publication: 2015162646/10/18.

Lux Sphere S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 6, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 154.241.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015149655/9.

(150164116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Dabompre Engineering, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-4360 Esch-sur-Alzette, 4B, Porte de France.

R.C.S. Luxembourg B 184.921.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015149569/9.

(150164093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Touchstone Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 46.174.

The shareholders of the Company are hereby convened to the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held at the registered office at 3, rue de la Chapelle L-1325 Luxembourg, on *October 30th, 2015* at 10.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the reports of the board of directors and of the statutory auditor;
2. Approval of the Balance Sheet as of December 31st, 2014 and the related statements of profit and loss for the period then ended;
3. Special vote on the discharge to the directors and the statutory auditor;
4. Decision concerning the eventual dissolution of the Company in accordance with article 100 of the Luxembourg law on commercial companies (as amended);
5. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2015166733/19.

Quilvest Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 48, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 183.533.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Référence de publication: 2015149867/10.

(150164239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Valore VIP-O S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 19.920,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 177.850.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-fourth day of August.

Before Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand-Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARS:

EFV Acquisition S.à r.l, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6C, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 176277 (the Sole Shareholder),

represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, notary clerk, residing professionally in Pétange, by virtue of a proxy given under private seal.

The power of attorney of the Sole Shareholder, after having been initialled ne varietur by the proxyholder and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed and be submitted with this deed to the registration authorities.

The Sole Shareholder requests the undersigned notary to record the following:

I. The Sole Shareholder holds all of the shares in Valore VIP-O S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg with registered office at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 177850 (the Company). The Company was incorporated on 4 June 2013 pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, then notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, which deed has been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, dated 31 July 2013 under number 1845. The articles of association of the Company (the Articles) have never been amended.

II. The Sole Shareholder exercises the powers of the general meeting of the shareholders of the Company in accordance with article 200-2 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

III. The Sole Shareholder wishes to pass resolutions on the following items:

(a) waiver of the convening notices;

(b) increase of the share capital of the Company by an amount of EUR 5,000 (five thousand euros), in order to bring the share capital to EUR 17,500 (seventeen thousand five hundred euros) by way of the issuance of 5,000 (five thousand) new shares (the New Shares) with a nominal value of EUR 1 (one euro);

(c) conversion of the currency of the share capital of the Company from EUR (Euro) to USD (United States dollar) and simultaneous split of the existing shares of the Company;

(d) introduction of the possibility for the Sole Shareholder to proceed to capital contributions to the Company without the issuance of new shares (account 115 of the Luxembourg standard chart of account of 10 June 2009);

(e) amendment of article 5 of the Articles in order to reflect the resolutions taken under items

(b) to (d);

(f) change of the Company's corporate object to expressly allow the Company to directly own ships and subsequent amendment of article 3 of the Articles; and

(g) miscellaneous.

II. The Sole Shareholder hereby takes the following resolutions:

First resolution

Representing the entire share capital of the Company, the Sole Shareholder waives the convening notice, considers itself as duly convened and declares to have full knowledge of the purpose of the present resolutions which was communicated to it in advance.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to increase and it hereby increases the share capital of the Company by an amount of EUR 5,000 (five thousand euros), in order to bring the share capital to EUR 17,500 (seventeen thousand five hundred euros) by way of the issuance of the New Shares.

Subscription - Payment

The Sole Shareholder hereby declares to subscribe to the New Shares and to pay-up in full such New Shares by way of a contribution in cash in an aggregate amount of EUR 5,000 (five thousand euros) (the Cash Contribution), which is to be allocated to the share capital account of the Company.

Evidence of the payment of the Cash Contribution has been given by means of a blocking certificate confirming the availability of the amount of the Cash Contribution on the Company's bank account.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to convert the currency of the share capital of the Company from EUR (Euro) to USD (United States dollars), and to that effect to convert the share capital of the Company of EUR 17,500 (seventeen thousand five hundred euros) to USD 19,920 (nineteen thousand nine hundred and twenty United States dollars), by applying an average exchange rate (calculated on the basis of the OANDA reference exchange rate on 23 August 2015) of USD 1.13832 (one point one three eight three two dollar) for EUR 1 (one euro).

The Sole Shareholder further resolves that this conversion of the currency of the share capital of the Company is simultaneously accompanied by a split of the number of existing shares of the Company into 19,920 (nineteen thousand nine hundred and twenty) shares with a nominal value of USD 1 (one United States dollar) each and USD 0.60 (sixty cents of United States dollars) are allocated to the share premium account.

As a consequence of the above, the share capital of the Company is set at USD 19,920 (nineteen thousand nine hundred and twenty United States dollars) represented by 19,920 (nineteen thousand nine hundred and twenty) shares with a nominal value of USD 1 (one United States dollar) each.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to introduce the possibility for the Sole Shareholder to proceed to capital contributions to the Company without the issuance of new shares (account 115 of the Luxembourg standard chart of account of 10 June 2009).

Fifth resolution

Subsequent to the second, third and fourth resolutions above, the Sole Shareholder resolves to amend article 5 of the Articles so that it shall now read as follows:

“ Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is fixed at USD 19,920 (nineteen thousand nine hundred and twenty United States dollars) represented by 19,920 (nineteen thousand nine hundred and twenty) shares each in registered form, each with a nominal value of USD 1 (one United States dollar), each subscribed and fully paid-up, and each with such rights and obligations as set out in the Articles.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

5.3. The shareholder(s) may contribute Capital Surplus to the Company and amounts so contributed shall be freely distributable. Capital Surplus shall mean the amounts (a) contributed by the shareholder(s) to the Company without any shares being issued in exchange, and (b) allocated in the accounts of the Company to the non-share contribution account (account 115 "capital contribution without the issuance of new shares" of the Luxembourg standard chart of account of 10 June 2009)."

Sixth resolution

The Sole Shareholder resolves to change the Company's corporate object to expressly allow the Company to directly own ships and accordingly resolves to amend article 3 of the Articles so that it shall now read as follows:

" Art. 3. Object.

3.1. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any company or enterprise in any form whatsoever (including by way of joint venture) and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest directly or indirectly in the acquisition and management of a portfolio of real estate, patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever. It may also acquire or otherwise invest directly or indirectly in ships, shipping equipment and related assets.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property (including ships, shipping equipment and related assets), which directly or indirectly favour or relate to its object."

The undersigned notary who understands and speaks English, states on the request of the proxyholder of the Sole Shareholder, that the present deed is worded in English, followed by a French version, and on the request of the proxyholder of the Sole Shareholder, that in case of discrepancies between the English and the French versions, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn in Pétange, on the date stated at the beginning of the deed.

The document having been read to the proxyholder of the Sole Shareholder, the proxyholder of the Sole Shareholder signs together with the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le vingt-quatrième jour du mois d'août,
par-devant Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

COMPARAIT:

EFV Acquisition S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec son siège social au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B176277 (l'Associé Unique),

représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Pétange, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et par le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

L'Associé Unique a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. L'Associé Unique détient toutes les parts sociales dans Valore VIP-O S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand Duché de Luxembourg, avec son siège social au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 177850 (la Société). La Société a été constituée le 4 juin 2013 suivant un acte de Maître Francis Kessler, alors notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand Duché de Luxembourg, lequel acte a été publié au Mémorial C, Recueil

des Sociétés et Associations, daté du 31 juillet 2013 sous le numéro 1845. Les statuts de la société (les Statuts) n'ont jamais été modifiés.

II. L'Associé Unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés conformément à l'article 200-2 de la loi luxembourgeoise datée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

III. L'Associé Unique souhaite adopter les résolutions suivantes:

(a) renonciation aux formalités de convocation;

(b) augmentation du capital social de la Société par un montant de EUR 5.000 (cinq mille euros), afin de porter le capital social à EUR 17.500 (dix-sept mille cinq cents euros) par l'émission de 5.000 (cinq mille) nouvelles parts sociales (les Nouvelles Parts Sociales) ayant une valeur nominale de EUR 1 (un euro);

(c) conversion de la devise du capital social de la Société de EUR (Euro) en USD (dollars des Etats Unis d'Amérique) et division simultanée du nombre de parts sociales existantes de la Société;

(d) introduction de la possibilité pour l'Associé Unique de procéder à des apports en capitaux propres à la Société sans l'émission de nouvelles parts sociales (compte 115 du plan comptable général luxembourgeois du 10 juin 2009);

(e) modification de l'article 5 des Statuts dans le but de refléter les résolutions prises sous les points (b) à (d);

(f) modification de l'objet social de la Société pour expressément permettre à la Société de directement détenir des navires et modification subséquente de l'article 3 des Statuts; et

(g) divers.

IV. L'Associé Unique prend les résolutions suivantes:

Première résolution

Représentant l'intégralité du capital social de la Société, l'Associé Unique renonce aux formalités de convocation, se considère comme étant dûment convoqué et déclare avoir pleinement connaissance de l'objet des présentes résolutions qui lui a été communiqué au préalable.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter et par la présente augmente le capital social de la société d'un montant de EUR 5.000 (cinq mille euros), afin de porter le capital social à EUR 17.500 (dix-sept mille cinq cent euros) par l'émission des Nouvelles Parts Sociales.

Souscription - Paiement

L'Associé Unique par la présente déclare souscrire aux Nouvelles Parts Sociales et libérer entièrement ces Nouvelles Parts Sociales par un apport en numéraire d'un montant d'EUR 5.000 (cinq mille euros) (l'Apport en Numéraire) qui sera alloué au compte de capital social de la Société.

La preuve de la libération de l'Apport en Numéraire a été donnée par le moyen d'un certificat de blocage confirmant la disponibilité du montant de l'Apport en Numéraire sur le compte bancaire de la Société.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide convertir la devise du capital social de la Société de EUR (Euro) en USD (dollar des Etats Unis d'Amérique) et par conséquent de convertir le capital social de la Société de EUR 17.500 (dix-sept mille cinq cent euros) en USD 19.920 (dix-neuf mille neuf cent vingt dollars des Etats Unis d'Amérique), en appliquant un taux de change moyen (calculé sur la base du taux de référence OANDA en date du 23 août 2015) de USD 1.13832 (un virgule un trois huit trois deux dollar) pour EUR 1 (un euro).

L'Associé Unique décide également que cette conversion de la devise du capital social de la Société est simultanément accompagnée par une division du nombre de parts sociales existante de la Société en 19.920 (dix-neuf mille neuf cent vingt) parts sociales ayant une valeur nominale de USD 1 (un dollar des Etats Unis d'Amérique) chacune et USD 0,60 (soixante centimes de dollar des Etats Unis d'Amérique) sont alloués au compte de prime d'émission.

En conséquence de ce qui précède, le capital social de la Société est établi en USD 19.920 (dix-neuf mille neuf cent vingt dollars des Etats Unis d'Amérique) représenté par 19.920 (dix-neuf mille neuf cent vingt) parts sociales avec une valeur nominale de USD 1 (un dollar des Etat Unis d'Amérique) chacune.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide d'introduire la possibilité pour l'Associé Unique de procéder à une augmentation de capital de la Société sans l'émission de nouvelles parts sociales (compte 115 du plan comptable général luxembourgeois du 10 juin 2009).

Cinquième résolution

A la suite des deuxième, troisième et quatrième résolutions ci-dessus, l'Associé Unique décide de modifier l'article 5 des Statuts de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

« Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à USD 19.920 (dix-neuf mille neuf cent vingt dollars des Etats- Unis d'Amérique), représenté par 19.920 (dix-neuf mille neuf cent vingt) parts sociales ayant une valeur nominale de 1 USD (un dollar des Etats-Unis d'Amérique) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées, et chacune avec les droits et obligations prévus dans les Statuts.

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associées délibérant comme en matière de modification des Statuts.

5.3 Le(s) associé(s) peu(ven)t apporter une contribution à la Société par un Apport en Capitaux Propres, les sommes ayant fait l'objet de la contribution seront librement distribuables. Apport en Capitaux Propres désigne les sommes (a) versées par l'associé(s) à la Société en l'absence de l'émission de toute part sociale en contrepartie et (b) imputées, dans les comptes de la Société, au compte d'apport en capitaux propres (compte 115 «Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres» du plan comptable général luxembourgeois du 10 juin 2009).

Sixième résolution

L'Associé Unique décide de changer l'objet social de la Société pour expressément permettre à la Société de détenir directement des navires et en conséquence décide de modifier l'article 3 des Statuts de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

« Art. 3. Objet social.

3.1. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toute société ou entreprise sous quelque forme que ce soit (incluant par le moyen de joint-venture) et la gestion de ces sociétés ou entreprises ou participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir directement ou indirectement dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille immobilier, de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit. Elle pourra en outre acquérir ou autrement investir directement ou indirectement dans des navires, dans l'équipement de navire et les actifs y relatifs.

3.2. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts escudos émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société. La Société pourra aussi donner des garanties et nantir, transférer, grever, ou créer de toute autre manière et accorder des sûretés sur toutes ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société, et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne.

3.3. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles, ainsi que toutes transactions se rapportant à la propriété immobilière ou mobilière (y compris les navires, l'équipement de navire et les actifs y relatifs), qui directement ou indirectement favorisent ou se rapportent à la réalisation de son objet social.»

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais déclare qu'à la requête du mandataire de l'Associé Unique, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. À la requête du mandataire de l'Associé Unique, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Pétange.

Après lecture faite au mandataire de l'Associé Unique, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire, l'original du présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 27 août 2015. Relation: EAC/2015/19893. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015150003/241.

(150164199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Invest 2000 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 37.937.

Le Conseil d'Administration constate que les comptes annuels au 31 décembre 2014 n'étaient pas disponibles antérieurement et ils n'ont donc pas pu être approuvés à la date d'Assemblée Générale Statutaire soit le 1er juin 2015.

En outre, le Conseil d'Administration rappelle aux actionnaires que les droits afférents aux actions au porteur ne peuvent être exercés qu'en cas de dépôt de l'action au porteur auprès du dépositaire conformément à l'article 42 de LCSC. En outre, le Conseil d'Administration rappelle également aux actionnaires que les actions au porteur doivent être déposées pour le 18 février 2016 au plus tard sous peine de sanction.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Qui se tiendra au siège social, en date du *30 octobre 2015* à 15 heures, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014 et du compte de résultats.
2. Discussion du rapport du Commissaire.
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant l'exercice social qui s'est terminé le 31 décembre 2014.
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice écoulé.
5. Le cas échéant, décision conformément à l'article 100 des L.C.S.C.
6. Modification et renouvellement au sein du Conseil d'Administration et du commissaire aux comptes.
7. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015168140/1004/25.

Luxcellence, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 64.695.

Considering the quorum required for the deliberation during the 1st Extraordinary General Meeting of Shareholders of your Company dated 28 September 2015 (the "1st Meeting") was not reached, we are pleased to invite you to attend a

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of Shareholders (the "2nd Meeting"), which will be held on *November 9, 2015* at 3 p.m. at the Registered Office of the Company, 5 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

The purpose of this 2nd Meeting is the same as the agenda of the 1st Meeting:

Agenda:

- I.** Change of the denomination of the Fund into "Luxcellence SICAV" instead of "Luxcellence"
- II.** Insertion of new titles for articles 2, 7 and 8, respectively "2.-Duration", "7.-Issue of new certificates" and "8.-Ownership restrictions".
- III.** Deletion of references to bearer shares made in articles 5, 6 and 12.
- IV.** Precision in respect of the scope of eligible countries covered by article 16 point b).
- V.** Insertion of a reference to the "swing pricing" method in "Art. 23.- Calculation of the Net Asset Value per Share" which may be applied to calculate the net asset value of one or more Sub-Funds according to the provisions of the Prospectus.

The draft revised Articles of Incorporation and Prospectus are available for inspection at the registered office of the Company.

This 2nd Meeting shall validly deliberate regardless of the quorum present or represented and the proxies executed in view of the 1st Meeting will remain valid for the 2nd Meeting, and the resolution on each item of the agenda has to be passed by the affirmative vote of at least two-thirds of validly cast votes at the Meeting. Votes cast shall not include votes attaching to shares in respect of which the Shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

Shareholders are advised that the rights of Shareholders to attend a general meeting and to exercise a voting right are determined according to their shares held at the fifth calendar day prior the Meeting at midnight (Luxembourg time).

If you want to participate to this meeting we would be grateful if you could inform us of your intention at least 48 hours before the date of the Meeting.

If you have not already voted or if you cannot attend this 2nd Meeting, we would be grateful if you could return the enclosed proxy duly completed and signed before November 6, 2015, first by fax or e-mail and then by mail (Attn : Mrs Alexandra Schmitt, CACEIS Bank Luxembourg, 5 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg - Fax : (+352) 47 67 33 45) - E-mail: alexandra.schmitt@caceis.com).

In order to allow CACEIS Bank Luxembourg (CACEIS BL), in its capacity as registrar and transfer agent and domiciliary agent of the Company, to ensure correlation between the proxies received and the Company's register of shareholders, shareholders taking part in the Meeting represented by proxy are requested to return the latter with a copy of their ID Card / passport in force or an updated list of the authorised signatures, in the case shareholder(s) act on behalf of a corporation. Lack of compliance with this requirement will render impossible the shareholder(s)'s identification, CACEIS BL being thus instructed by the Board of Directors of the Company to not take into consideration the relevant proxy for the purpose of the Meeting.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2015163387/755/43.

Valdabbio S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 53, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 151.936.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 15 septembre 2015, l'Assemblée n'a pas pu statuer sur l'ordre du jour.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le *10 novembre 2015* à 18h00 au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de la dénomination sociale de la Société
2. Modification de l'article 4 «Objet social» afin de le compléter par le point 4.7 qui aura la teneur suivante:
«De manière accessoire à l'objet social prédéfini et afin de promouvoir son image pour assurer le développement de ses affaires à long terme, la Société pourra participer financièrement à différentes opérations caritatives ou sociales, et ce dans les domaines les plus variés, tels que éducation, santé, jeunesse et sport, sans que cette liste soit limitative et sans qu'il soit nécessaire que la Société bénéficie en contre partie de sa participation d'une retombée publicitaire directe ou immédiate.
Le domaine du sport inclut aussi les sports de l'esprit tels que les échecs et le bridge.
Lesdites opérations seront listées chaque année dans le rapport annuel qui sera soumis aux actionnaires.»
3. Nomination de deux administrateurs supplémentaires
4. Renouvellement du mandat de l'administrateur et du commissaire aux comptes
5. Divers

Les décisions sur l'ordre du jour seront prises quelle que soit la portion des actions présentes ou représentées et pour autant qu'au moins les deux tiers des actionnaires présents ou représentés se soient prononcés en faveur de telles décisions.

Les actionnaires sont invités à se présenter, munis d'un certificat de blocage émanant du dépositaire agréé selon la loi du 28 juillet 2014.

L'ADMINISTRATEUR UNIQUE.

Référence de publication: 2015160401/30.

Guardian Financial Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 19, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 123.561.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2015149651/10.

(150163864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

LionLead SCA, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 145.123.

LionLead Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 144.888.

Shareholders are duly convened to the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the shareholders of the Company which will be held before a Luxembourg notary at 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on *10 November 2015* at 11.30 a.m.

Shareholders may be represented by a duly appointed agent and attorney-in-fact of their choice. Shareholders who cannot attend the general meeting in person are thus invited to send a duly filled in and executed proxy to the registered office of the Company 24 hours before the general meeting.

The agenda of the general meeting is the following:

Agenda:

- Acknowledgement of the repurchase by the Company of 42 973,63 class B commanditaire shares (the “Repurchased Shares”) with a nominal value of EUR 0,10 each;
- Cancellation of the Repurchased Shares;
- Decrease of the capital of the Company for an amount of EUR 4 297,36 equivalent to the global nominal value of the Repurchased Shares so as to reduce the capital of the Company from EUR 117 564,32 to EUR 113 266,96;
- Decrease of the share premium for an amount of EUR 425 438,94 so as to reflect the global purchase price of the Repurchased Shares;
- Amendment of the articles of incorporation of the Company so as to reflect the above decisions;
- Miscellaneous.

*LIONLEAD MANAGEMENT S.à r.l.
acting as Managing General Partner of LIONLEAD S.C.A.*

Référence de publication: 2015171680/755/29.

**Brevan Howard Liquid Portfolio Strategies, Société d'Investissement à Capital Variable,
(anc. Brevan Howard Investment Fund).**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6C, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 144.263.

In the year two thousand and fifteen, on the first day of October.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

There appeared:

Brevan Howard Capital Management LP, acting by its sole general partner Brevan Howard Capital Management Limited (the “General Partner”), a limited partnership incorporated in the Channel Islands whose registered office is at 6th floor, 37 Esplanade, St Helier, Jersey, JE2 3QA, Channel Islands,

hereby represented by Alexandra Chauvin, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given on September 29, 2015.

The above-mentioned power of attorney, signed by the appearing person and the undersigned notary and initialled “ne varietur, will remain attached to the present deed for the purpose of registration.

Brevan Howard Capital Management LP, acting by its general partner, required the undersigned notary to record that it is the sole shareholder (the “Sole Shareholder”) of the Company, a société d'investissement à capital variable governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 6C route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, (the “Fund”), incorporated pursuant to a notarial deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 12 January 2009, published in the Mémorial C, Recueil Sociétés et Associations (the “Mémorial”) under number 227 of 3 February 2009 and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B-144.263.

The agenda is worded as follows:

Agenda

To restate the articles of incorporation of the Company (the “Articles”) in order to change the name of the Company into “Brevan Howard Liquid Portfolio Strategies” and make other amendments related inter alia to the Luxembourg law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment.

The Sole Shareholder requested the undersigned notary to record the following sole resolution:

Sole resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to amend the Articles so as to read as follows:

“Title I. - Name - Registered office - Duration - Purpose

Art. 1. Name. There exists among the existing Shareholders and those who may become owners of shares in the future, a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable") under the name of "BREVAN HOWARD LIQUID PORTFOLIO STRATEGIES".

Art. 2. Registered Office.

2.1 The registered office of the Company is established at Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad (but not, in any event in the United States of America, its territories or possessions) by a decision of the Board of Directors.

2.2 In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

Art. 4. Purpose.

4.1 The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities and other assets permitted by law, with the purpose of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its assets.

4.2 The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under Part I of the 2010 Law and any other applicable laws and regulations.

Art. 5. Definitions. "2010 Law" means the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended, and any successor laws.

“Articles” means these articles of incorporation of the Company, as amended from time to time.

“Board of Directors” means the board of directors of the Company.

“Business Day” means any full bank business day in Luxembourg unless otherwise provided in the Prospectus and/or such other place or places and such other day or days as the Directors may determine and notify to Shareholders in writing in advance and/or publish to the extent and in the manner required by Luxembourg law and practice.

“Class” or “Class of Shares” means a class of Shares of a Sub-Fund.

“Company” means "BREVAN HOWARD LIQUID PORTFOLIO STRATEGIES".

“Designated Person” means any person who, as a consequence of being a Shareholder and, in the opinion of the Board of Directors causes the Company or any Sub-Fund to be in breach of any law, regulation, or requirement or any jurisdiction or otherwise adversely affects or prejudices the tax status, residence, good standing or general reputation of the Company or who could in the Board of Directors' judgement, otherwise cause the Company or any Sub-Fund to suffer material or legal disadvantage.

"Directive" means EC Directive 2009/65 of 13 July 2009 on the co-ordination of laws, regulations and administrative provisions relating to undertakings for collective investment in transferable securities, as amended from time to time, and any successor directive(s).

“Director(s)” means the member(s) of the Board of Directors.

"EU" means the European Union.

“EUR” or “Euro” means the legal currency of the European Monetary Union.

“Member State” means a member state of the European Union.

“Net Asset Value per Share” means in relation to each Class of Share of any Sub-Fund, the value per Share determined in accordance with the provisions set out in the section headed “Calculation of Net Asset Value per Share” below.

“Prospectus” means the document(s) whereby Shares in the Company are offered to investors and any supplemental or replacement documentation having similar effect.

“Regulated Market” means a market within the meaning of Directive 2004/39/EC of the European Parliament and of the Council of 21 April 2004 on markets in financial instruments as may be amended, supplemented or replaced.

“Relevant Law” means any existing or future legislation enacted by any jurisdiction that provides for or is intended to secure the exchange of information (including, without limitation, under Sections 1471 to 1474 of the US Internal Revenue Code of 1986, commonly known as “FATCA”, any bilateral intergovernmental agreement between the Grand Duchy of Luxembourg (or any Luxembourg government body) and the United States or any other jurisdiction (including any government bodies in such jurisdiction), and any similar regime, including any automatic exchange of information regime arising from or in connection with the OECD Common Reporting Standard) and any regulations made thereunder or associated therewith, any official interpretations or guidance thereof, or any agreements made pursuant to the implementation of the foregoing, in each case as enacted, made, amended or replaced from time to time.

“Relevant Law Deduction” means a withholding or deduction required by Relevant Law and all associated interest, penalties and other losses, liabilities, costs (including, without limitation, compliance costs) or expenses provided for under, or otherwise arising in connection with, Relevant Law.

”Share” means each share within any Class of a Sub-Fund of the Company issued and outstanding from time to time.

“Shareholder” means a person recorded as a holder of Shares in the Company's register of shareholders.

“Sub-Fund” means a specific portfolio of assets, held within the Company which is invested in accordance with a particular investment objective.

“Time” all references to time throughout these Articles shall be references to Luxembourg time, unless otherwise indicated.

“UCI” means other undertakings for collective investment.

“UCITS” means undertakings for collective investment in transferable securities authorised according to the Directive.

”U.S. Person” has the meaning given to it in the Prospectus.

“US-Dollar” or “USD” means the legal currency of the United States of America.

“Valuation Day” means a Business Day on which the Net Asset Value per Share of each Sub-Fund is calculated, as provided in the Prospectus.

Title II. - Share capital - Shares - Net asset value

Art. 6. Share Capital - Classes of Shares.

6.1 The share capital of the Company shall be represented by fully paid up Shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company calculated pursuant to Article 14 hereof. The minimum capital shall be as provided by law, i.e. the equivalent to one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.-). Such minimum capital must be reached within a period of six (6) months after the date on which the Company has been authorised as a collective investment undertaking under Luxembourg law.

6.2 The initial issued share capital of the Company is five hundred thousand US-Dollar (USD 500,000) divided into 5,000 (five thousand) without mention of a par value.

6.3 The Shares of a Sub-Fund to be issued pursuant to Articles 7 and 8 hereof may, as the Board of Directors shall determine, be of different Classes. The proceeds of the issue of each Share shall be invested in transferable securities of any kind and any other assets permitted by the 2010 Law pursuant to the investment policy determined by the Board of Directors for a Sub-Fund established in respect of the relevant Shares, subject to the investment restrictions provided by the 2010 Law or determined by the Board of Directors.

6.4 The Board of Directors shall establish a portfolio of assets constituting a Sub-Fund within the meaning of Article 181 of the 2010 Law for each Class of Shares or for two or more Classes of Shares in the manner described in Article 14.2 III hereof. Each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund and each portfolio shall only be responsible for the obligations attributable to the relevant Sub-Fund.

6.5 Under the conditions set forth by Luxembourg laws and regulations, and in accordance with the provisions set forth in the Prospectus, the Board of Directors has the power (i) to create any new Sub-Fund of the Company qualifying as a feeder UCITS (i.e. a sub-fund investing at least 85% of its assets in another UCITS or sub-fund of a UCITS under the conditions set forth by the Luxembourg laws and regulations and as provided for in the Prospectus) (a “Feeder”) or a master UCITS (i.e. a sub-fund which accepts to be a master fund to another UCITS or sub-fund of a UCITS) (a “Master”), (ii) to convert any existing Sub-Fund into a Feeder or a Master in compliance with the 2010 Law and any other applicable laws and regulations, (iii) to convert a Sub-Fund qualifying as a Feeder or Master into a standard UCITS sub-fund which is neither a Feeder nor a Master; or (iv) to replace the Master of any of its Sub-Funds qualifying as Feeder with another Master.

6.6 The Board of Directors, acting in the best interests of the Company, may decide, in the manner described in the Prospectus, that all or part of the assets of two or more Sub-Funds be co-managed.

6.7 For the purpose of determining the share capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in USD, be converted into USD and the capital shall be the total aggregate of the net assets of each Sub-Fund.

6.8 In case where one or several Sub-Funds hold Shares that have been issued by other Sub-Funds, their value will not be taken into account for the calculation of the net assets of the Company for the purpose of the determination of the above mentioned minimum capital.

Art. 7. Form of Shares.

7.1 The Board of Directors shall determine whether the Company shall issue Shares in bearer and/or in registered form.

All issued registered shares of the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company and the number of registered shares held by him.

The inscription of the Shareholder's name in the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the Shareholder or whether the Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

If bearer shares are issued, registered shares may be converted into bearer shares and bearer shares may be converted into registered shares at the request of the holder of such shares. A conversion of registered shares into bearer shares will be effected by cancellation of the registered share certificate, if any, representation that the transferee is not a U.S. Person and issuance of one or more bearer share certificates in lieu thereof, and an entry shall be made in the register of shareholders to evidence such cancellation. A conversion of bearer shares into registered shares will be effected by cancellation of the bearer share certificate, and, if applicable, by issuance of a registered share certificate in lieu thereof, and an entry shall be made in the register of shareholders to evidence such issuance. At the option of the Board of Directors, the costs of any such conversion may be charged to the Shareholder requesting it.

Before Shares are issued in bearer form and before registered shares shall be converted into bearer shares, the Company may require assurances satisfactory to the Board of Directors that such issuance or conversion shall not result in such shares being held by a U.S. Person.

The share certificates shall be signed by two Directors. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. The certificates will remain valid even if the list of authorized signatures of the Company is modified. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized thereto by the Board of Directors; in the latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board of Directors may determine.

7.2 Transfer of registered shares shall be effected: (i) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company; and (ii) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefor. Any transfer of registered shares shall be entered into the register of shareholders; such entry shall be signed by one or more Directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the Board of Directors.

7.3 Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

A Shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

7.4 If any Shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the Shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

7.5 The Company recognizes only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single attorney to represent such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Share(s).

7.6 The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant class of shares on a pro rata basis.

Art. 8. Issue of Shares.

8.1 The Board of Directors is authorised without limitation to issue an unlimited number of fully paid up Shares at any time without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued.

8.2 The Board of Directors may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued in any Sub-Fund. The Board of Directors may, in particular, decide that Shares of any Sub-Fund shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Prospectus.

8.3 Furthermore, the Board of Directors may impose restrictions in relation to the minimum amount of the aggregate Net Asset Value of Shares to be initially subscribed, the minimum amount of any additional investments and the minimum of any holding of Shares.

8.4 Whenever the Company offers Shares for subscription, the price per Share at which such Shares are offered after an initial offer period as described in the Prospectus shall be the Net Asset Value per Share of the relevant Class as determined in compliance with Article 14 hereof as at such Valuation Day as may be determined in accordance with such policy as the Board of Directors may from time to time determine. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the Board of Directors.

8.5 The issue price per Share so determined shall be payable within a period as determined by the Board of Directors which shall not exceed ten (10) Business Days from the relevant Valuation Day.

8.6 Where an applicant for Shares fails to pay settlement monies on subscription or to provide a completed application form for an initial application by the due date, the Board of Directors may cancel the allotment or, if applicable, redeem the Shares. If requested by a Shareholder, such redemption proceeds may be paid in currencies other than the designated currency of the relevant Share class as determined by the distributor, acting in its discretion, from time to time. In either case the applicant may be required to indemnify the Company against any and all losses, costs or expenses incurred (as conclusively determined by the Board of Directors in their discretion) directly or indirectly as a result of the applicant's failure to make timely settlement. In computing such loss, account shall be taken, where appropriate, of any movement in the price of the Shares concerned between allotment and cancellation or redemption and the costs incurred by the Company in taking proceedings against the applicant.

8.7 If the applicant fails to make timely settlement in respect of the allotment of a Share or Shares, the entity which shall have been appointed from time to time to act as distributor of the Shares of the Company may at its discretion take such steps as it sees fit to avoid, mitigate or make good any losses, costs or expenses incurred by the Company as mentioned above including making payment of the due amount to the Company on the due date and shall be entitled to recover all costs and expenses (including interest) incurred directly or indirectly by the Company in seeking to recover such due debt and which is payable on demand.

8.8 No request for conversion or redemption of a Share shall be effective unless the price for such Share has been paid and any confirmation delivered in accordance with this Article.

8.9 The Board of Directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of Shares to be issued and to deliver them.

8.10 The Company may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the independent auditor of the Company (“réviseur d'entreprises indépendant”). The securities to be delivered by way of a contribution in kind must correspond to the investment policy and restrictions of the Sub-Fund to which they are contributed.

8.11 The Company may issue Shares within the framework of regular savings plans.

Art. 9. Redemption of Shares.

9.1 Under the terms and procedures set forth by the Board of Directors in the Prospectus and within the limits provided by law and these Articles any Shareholder may request the redemption of all or part of his Shares in the Company.

9.2 Subject to the provisions of Article 15 hereof, the redemption price per Share shall be paid within such period as may be determined by the Board of Directors in its discretion from time to time but which shall not, in any event, exceed ten (10) Business Days from the Valuation Day which next follows receipt of such redemption request, provided that the share certificates (if any) and such instruments for redemption as may be required by the Board of Directors have been received and are in a form which is satisfactory to the Company. The payment proceeds of any redemption effected in relation to a prior subscription may be delayed for more than ten (10) Business Days to assure that the funds tendered for such subscription have cleared. Notwithstanding the foregoing, the payment of the redemption proceeds may be delayed if there are any specific local statutory provisions or events of force majeure which are beyond the Company's control which makes it impossible to transfer the redemption proceeds or to proceed to such payment within the normal timeframe. This payment shall be made as soon as reasonably practicable thereafter but without interest.

9.3 The redemption price shall be equal to the Net Asset Value per Share of the relevant Class, as determined in accordance with the provisions of Article 14 hereof, less such charges and commissions (if any) at the rate provided by the Prospectus. Such price may be decreased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when disposing of assets in order to pay the redemption proceeds to redeeming Shareholders. Furthermore, the redemption price may be rounded up or down to no less than the nearest unit of the currency of the relevant Class of Shares, as the Board of Directors shall determine in their discretion.

9.4 If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the Shares held by any Shareholder would fall below the minimum subscription amount as set out in the Prospectus or such net asset value as

determined by the Board of Directors in their discretion from time to time, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such Shareholder's holding of Shares.

9.5 The Board of Directors may decide to make compulsory the redemption of all the Shares held by a Shareholder, if the aggregate net asset value of Shares held by such Shareholder falls below such value as determined by the Board of Directors in their discretion.

9.6 If, in respect of any Valuation Day, redemption (including conversion) requests are received in respect of Shares representing in aggregate more than 10% of the total Shares in issue of any Sub-Fund, the Board of Directors may decide that all or part of such redemption requests will be deferred on a pro rata basis across all Shareholders who have requested redemptions on the relevant Valuation Day until the next Valuation Day following that in respect of which the redemption requests were originally received and to carry out only sufficient redemptions which, in aggregate, amount to 10% (or such higher percentage as the Directors determine) of the total Shares then in issue of the relevant Sub-Fund. Any redemption requests so deferred will be met on such subsequent Valuation Day, save where the Board of Directors determines that the level of redemption requests for any subsequent Valuation Day still exceeds in aggregate 10% of the total Shares in issue, in which case such redemption requests may again be deferred on a pro rata basis with any other redemption requests that have been received for that later Valuation Day. Deferred redemption requests shall therefore not have priority over subsequently received requests in respect of any later Valuation Day.

9.7 The Company shall have the right, if the Board of Directors so determine, and with the express consent of the relevant Shareholder, to satisfy payment of the redemption price to any Shareholder in specie by allocating to the Shareholder investments from the portfolio of assets in such Class or Classes of Shares equal in value (as calculated in the manner described in Article 14) as at the Valuation Day on which the redemption price is calculated to the value of the Shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other Shareholders of the Class or Classes of Shares and the valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor of the Company. The costs of any such transfers shall be borne by the Shareholder.

9.8 All redeemed Shares shall be cancelled.

Art. 10. Conversion of Shares.

10.1 Any Shareholder is entitled to request the conversion of whole or part of his Shares in one Sub-Fund into Shares of another Sub-Fund or in one Share Class into another Share Class of the same Sub-Fund, provided that the Board of Directors may: (i) at their absolute discretion reject any request for the conversion of Shares in whole or in part; (ii) set restrictions, terms and conditions as to the right to and frequency of conversions between certain Sub-Funds and Share Classes; (iii) subject to the payment of such charges and commissions as the Board of Directors shall determine.

10.2 The price for the conversion of Shares shall be computed by reference to the respective Net Asset Values per Share of the two Sub-Funds or the two Share Classes concerned, calculated on the same Valuation Day.

10.3 If as a result of any request for conversion the number or the aggregate net asset value of the Shares held by any Shareholder in any Sub-Fund or Class of Shares would fall below such minimum number or value as determined by the Board of Directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such Shareholder's holding of Shares in such Class or Sub-Fund.

10.4 The Shares which have been converted into Shares of another Sub-Fund or of another Share Class within the same Sub-Fund shall be cancelled.

Art. 11. Mergers.

11.1 The Board of Directors may decide, in accordance with legal and regulatory requirements, to merge one Class of a Sub-Fund with another Class of the same Sub-Fund. A notice regarding the merger, to the extent required by Luxembourg laws and regulations or otherwise deemed appropriate by the Board of Directors, will be published in the newspaper(s) determined by the Board of Directors, and/or sent to the Shareholders and/or communicated via other means prior to the effective date of the merger. In addition, the notice will contain information in relation to the new Class. Such communication will be made before the date on which the merger becomes effective, in accordance with applicable laws and regulations, in order to enable Shareholders to request redemption of their Shares, free of charge, before the merger becomes effective.

11.2 The Board of Directors may decide, in accordance with the provisions of the 2010 Law, to merge any Sub-Fund with any other Sub-Fund of the Company or with another UCITS (whether established in Luxembourg or another Member State and whether such UCITS is incorporated as a company or is a contractual type fund) or a sub-fund of another such UCITS (the "new sub-fund"). Such merger will be binding on the Shareholders of the relevant Sub-Fund upon at least thirty days' prior written notice thereof given to them, during which every Shareholder of the relevant Sub-Funds shall have the opportunity of requesting the redemption or the conversion of his own Shares without any cost (other than the cost of disinvestment), it being understood that the effective date of the merger takes place five business days after the expiry of such notice period.

11.3 Alternatively, the Board of Directors may propose to the Shareholders of any Sub-Fund to merge the Sub-Fund with any other Sub-Fund of the Company or with another UCITS (whether established in Luxembourg or another Member

State and whether such UCITS is incorporated as a company or is a contractual type fund) or a sub-fund of another such UCITS.

11.4 To the extent that a merger has been proposed to the Shareholders (i) of a Sub-Fund or (ii) has the effect that the Company as a whole will cease to exist, such merger needs to be decided at a duly convened general meeting of the Shareholders of the Sub-Fund concerned in relation to (i), or at a duly convened general meeting of the Shareholders of the Company in relation to (ii). No quorum is required and the decision shall be taken by a simple majority of the Shares present or represented and voting.

11.5 In the event that the Board of Directors determines that it is required in the interests of the Shareholders of the relevant Sub-Fund or Class or that a change in the economic, regulatory or political situation relating to the Sub-Fund or Class concerned has occurred which would justify it, the reorganisation of one Sub-Fund or Class, by means of a division into two or more Sub-Funds or Classes, may be decided by the Board of Directors. In the event that such a division of a Sub-Fund falls within the definition of a “merger” as provided for in the 2010 Law, the provisions relating to fund mergers described above shall apply. In this respect, notice shall be given to the Shareholders concerned in the same manner as described above. Such notice will be given at least thirty days before the division becomes effective in order to enable the Shareholders to request redemption or conversion of their Shares, free of charge before the division into two or more Sub-Funds or Classes becomes effective.

11.6 Decisions of liquidating a Sub-Fund or Class, merging a Class with another Class of the same Sub-Fund or division of a Sub-Fund or Class may also be decided by a separate meeting of the Shareholders of the Sub-Fund or Class concerned where no quorum is required and the decision is taken by the simple majority of the Shares present or represented and voting.

Art. 12. Restrictions on Ownership of Shares.

12.1 The Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become subject to laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg (including but without limitation tax laws).

12.2 Specifically, but without limitation, the Company may restrict the ownership of Shares in the Company by any U.S. Person or any Designated Person, and for such purposes the Company may:

12.2.1 decline to issue any Shares and decline to register any transfer of Shares where it appears to it that such registration or transfer would or might result in the legal or beneficial ownership of such Shares by a U.S. Person or by any Designated Person; and

12.2.2 at any time require any person whose name is entered in or any person seeking to register the transfer of Shares on the register of shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's Shares rests in a U.S. Person or any other Designated Person, or whether such entry in the register will result in the beneficial ownership of such Shares by a U.S. Person or any Designated Person; and

12.2.3 decline to accept the vote of any U.S. Person or any Designated Person at any meeting of Shareholders of the Company.

12.3 Where it appears to the Company that: (i) any U.S. Person or any Designated Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of Shares; or that (ii) the aggregate net asset value of Shares or the number of Shares held by a Shareholder falls below such value or number of Shares respectively as determined by the Board of Directors, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder in the following manner:

12.3.1 the Company shall serve a notice (the “purchase notice”) upon the Shareholder holding such Shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the Shares to be purchased, specifying the Shares to be purchased, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser;

12.3.2 any such notice may be served upon such Shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said Shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates (if any) representing the Shares specified in the purchase notice;

12.3.3 immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such Shareholder shall cease to be the owner of the Shares specified in such notice and his name shall be removed from the register of shareholders; and

12.3.4 the price at which each such Share is to be purchased (the “purchase price”) shall be an amount based on the Net Asset Value per Share of the relevant Class at the Valuation Day next succeeding the date of the purchase notice or next succeeding the surrender of the share certificate or certificates (if any) representing the Shares specified in such notice, all as determined by the Board of Directors, less any service charge provided therein.

12.3.5 Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such Shares normally in the currency set by the Board of Directors for the payment of the redemption price of the Shares of the relevant Class and will be: (i) deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere; or (ii) paid by a cheque sent to the last known address on the Company's books (as specified in the purchase notice) upon final determination of

the purchase price following surrender of the share certificate or certificates (if any) specified in such notice and unmatured dividend coupons attached thereto.

12.3.6 Upon service of the purchase notice as aforesaid, such former owner shall have no further interest in such Shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates (if any) as aforesaid. Any funds receivable by a Shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five (5) years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the Sub-Fund relating to the relevant Class or Classes of Shares. The Board of Directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorise such action on behalf of the Company.

12.3.7 The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Art. 13. Exchange of Shareholders' Information.

13.1 The Company may require that Shareholders provide, and the Company (and any authorised third party agent or delegate of the Company) shall be entitled to use and disclose, any information or documentation in relation to Shareholders and, if and to the extent required, the direct and indirect beneficial owner(s) (if any) of Shares held by Shareholders (if any), as may be necessary or desirable for the Company to comply with any reporting or other obligations and/or prevent or mitigate the withholding of tax under Relevant Law or other law.

13.2 Notwithstanding any other Article, if, and to the extent that, the Company suffers a Relevant Law Deduction or is required to make a Relevant Law Deduction, or the Directors consider that such a Relevant Law Deduction will or may be directly or indirectly suffered or required to be made by the Company as a result, directly or indirectly of the action or inaction of a Shareholder, or any related person, including such Shareholder, or any related person, not being compliant with Relevant Law or failing to provide in a timely manner such information as the Directors consider necessary or desirable for the Company, or any authorised agent or delegate of the Company, to comply with Relevant Law, or there has otherwise been non-compliance by the Company with Relevant Law, the Company may, in the absolute discretion of the Directors:

- (a) compulsorily redeem some or all of a Shareholder's Shares;
- (b) require the compulsory transfer of some or all of a Shareholder's Shares by the service of a notice on such Shareholder;
- (c) reduce any redemption or repurchase proceeds or any other amounts payable to a Shareholder by up to the amount of the Relevant Law Deduction or decline or delay payment of redemption or repurchase proceeds or any other amounts payable to such Shareholder;
- (d) reduce any dividend or other distributions otherwise payable to a Shareholder by up to the amount of the Relevant Law Deduction or decline or delay payment of such dividends or other distributions to such Shareholder;
- (e) compulsorily exchange (by way of compulsory redemption of the Shares being compulsorily exchanged and the immediate application of the proceeds of redemption in subscribing for Shares of another Class) a Shareholder's Shares for Shares of such other Class ("FATCA Shares") with such rights and terms as the Directors may determine. Save where the context does not so permit, and to the extent that the Directors determine otherwise, the provisions and procedures relating to compulsory redemption and subscription for Shares contained elsewhere in these Articles shall apply to such compulsory exchanges, provided that the amount of any Relevant Law Deduction may be deducted from the redemption proceeds of the Shares being exchanged before being applied in subscribing for FATCA Shares; and/or
- (f) where a Shareholder holds all of the Shares of a Class, allocate any Relevant Law Deduction to such Class of Shares, or otherwise reduce the Net Asset Value per Share of the Class of Shares held by such Shareholder by the amount of such Relevant Law Deduction so as to ensure so far as possible that no other Shareholder in the Company shall suffer any reduction in the value of their Shares as a consequence of such Relevant Law Deduction.

Art. 14. Calculation of Net Asset Value per Share.

14.1 The Net Asset Value per Share of each Sub-Fund or Class shall be expressed in the reference currency (as defined in the Prospectus) of the relevant Sub-Fund or Class concerned and shall be determined as of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company attributable to each Sub-Fund, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such Sub-Fund, at any such Valuation Day, by the number of Shares in the relevant Sub-Fund then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below. The Net Asset Value per Share may be rounded up or down to no less than the nearest unit of the relevant currency, as the Board of Directors shall determine. If, since the time of determination of the net asset value, there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to a Sub-Fund are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the Shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation. In such a case, instructions for subscription, redemption or conversion of Shares shall be executed on the basis of the second net asset value calculation.

14.2 The valuation of the net asset value of each Sub-Fund shall be made in the following manner:

- I. The assets of the Company shall include:

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, shares, stock, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other debt instruments, investments and securities owned or contracted for by the Company;
- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 5) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such securities;
- 6) the primary expenses of the Company insofar as the same have not been written off;
- 7) all other assets of any kind and nature including pre-paid expenses.

The valuation of assets of each Sub-Fund of the Company shall be calculated in the following manner:

(a) The value of any cash on hand or in deposits, bills, demand notes and accounts receivables, prepaid expenses, dividends and interests matured but not yet received shall be valued at the par-value of the assets except however if it appears that such value is unlikely to be received. In such a case, subject to the approval of the Board of Directors, the value shall be determined by deducting a certain amount to reflect the true value of these assets.

(b) The value of assets which are listed or dealt in on any stock exchange is based on the last available price on the stock exchange which is normally the principal market for such assets.

(c) The value of assets dealt in on any other Regulated Market is based on the last available price.

(d) In the event that any assets are not listed or dealt in on any stock exchange or on any other Regulated Market, or if, with respect to assets listed or dealt in on any stock exchange, or other Regulated Market as aforesaid, the price as determined pursuant to subparagraph (b) or (c) is not representative of the fair market value of the relevant assets, the value of such assets will be based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith.

(e) The market value of forward or options contracts not traded on exchanges or on other Regulated Markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the Board of Directors, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The market value of futures or options contracts traded on exchanges or on other Regulated Markets shall be based upon the last available prices of these contracts on exchanges and Regulated Markets on which the particular futures or options contracts are traded by the Company.

(f) The value of money market instruments not listed or dealt in on any stock exchange or any other Regulated Market and with remaining maturity of less than twelve (12) months and of more than ninety (90) days is deemed to be the market value thereof, increased by any interest accrued thereon. Money market instruments with a remaining maturity of ninety (90) days or less will be valued by the amortized cost method, which approximates market value.

(g) Units or shares of open-ended UCI will be valued at their last determined and available net asset value or, if such price is not representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the Board of Directors on a fair and equitable basis. Units or shares of a closed-ended UCI will be valued at their last available stock market value.

(h) All other securities and other assets will be valued at fair market value, as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board of Directors or a committee appointed to that effect by the Board of Directors.

To the extent that the Board of Directors consider that it is in the best interests of the Company, given the prevailing market conditions and the level of subscriptions or redemptions requested by Shareholders in relation to the size of any Sub-Fund, an adjustment, as determined by the Board of Directors at their discretion, may be reflected in the Net Asset Value of the Sub-Fund for such sum as may represent the percentage estimate of costs and expenses which may be incurred by the relevant Sub-Fund under such conditions.

The Board of Directors may at their discretion permit any other method of valuation to be used if they consider that such method of valuation better reflects value generally or in particular markets or market conditions and is in accordance with good practice.

The management company has delegated to the administrator and has authorised the administrator to consult with the external investment manager in connection with the determination of Net Asset Value and the Net Asset Value per Share of each Class of each Sub-Fund.

II. The liabilities of the Company shall include:

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued or payable administrative expenses, including, but not limited to, investment advisory and management fees, custodian and paying agent fees, administrator fees, listing fees, domiciliary and corporate agent fees, auditors' and legal fees;
- 3) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligation for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;
- 4) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves, if any, authorised and approved by the Board of Directors;
- 5) the formation expenses of the Company insofar as the same have not been written off; and

6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by Shares in the Company.

In determining the amount of such other liabilities, the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise promotion, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising, preparing, translating and printing of prospectuses, explanatory memoranda, Company documentation or registration statements, annual and semi-annual reports, taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone, facsimile and other electronic means of communication.

The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a Sub-Fund or Class will be converted into the reference currency of such Sub-Fund or Class at the rate of exchange determined at the relevant Valuation Day in good faith by or under procedures established by the Board of Directors. In the event that the foreign currency exposure of any Class of Shares denominated in a currency other than the reference currency (as defined in the Prospectus) or any other types of exposure in accordance with the terms of the relevant Class of Shares is hedged, the costs and any benefit of such hedging will in each case be allocated solely to the relevant Class of Shares to which the hedging relates.

The Board of Directors, in their absolute discretion, may permit some other method of valuation to be used if they consider that such valuation better reflects the fair value of any asset and / or liability of the Company.

III. The assets shall be allocated as follows:

The Board of Directors shall establish a Sub-Fund in respect of each Class of Shares and may establish a Sub-Fund in respect of two or more Classes of Shares in the following manner:

1) if two or more Classes of Shares relate to one Sub-Fund, the assets attributable to such Classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned. Within a Sub-Fund, Classes of Shares may be defined from time to time by the Board of Directors so as to correspond to: (i) a specific distribution policy, such as entitling to distributions (“distribution shares”) or not entitling to distributions (“accumulation shares”); and/or (ii) a specific sales and redemption charge structure; and/or (iii) a specific management or advisory fee structure; and/or (iv) a specific assignment of distribution, shareholder services or other fees; and/or (v) a specific type of investor; and/or (vi) a specific currency; and/or (vii) any other specific features applicable to one Class of Shares;

2) the proceeds to be received from the issue of Shares of a Class shall be applied in the books of the Company to the Sub-Fund corresponding to that Class of Shares, provided that if several Classes of Shares are outstanding in such Sub-Fund, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Sub-Fund attributable to the Class of Shares to be issued;

3) the assets and liabilities and the income and expenditure applied to a Sub-Fund shall be attributable to the Class or Classes of Shares corresponding to such Sub-Fund;

4) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same Sub-Fund as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Sub-Fund;

5) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund;

6) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund, such asset or liability shall be allocated to all the Sub-Funds pro rata to the net asset value of the relevant Classes of Shares or in such other manner as determined by the Board of Directors acting in good faith; and

7) upon the payment of distributions to the holders of any Class of Shares, the net asset value of such Class of Shares shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of fraud, bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the Board of Directors or by any bank, company or other organisation which the Board of Directors may appoint for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Company and present, past or future Shareholders.

IV. For the purpose of this Article:

1) Shares of the Company to be redeemed under Article 9 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board of Directors at the Valuation Day on which such valuation is made and from such time and until paid by the Company the price therefor shall be deemed to be a liability of the Company;

2) Shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the Board of Directors at the Valuation Day on which such valuation is made and from such time and until received by the Company. The price therefor shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) All investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the relevant Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value of Shares; and

4) Where at any Valuation Day the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known at such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Company.

Art. 15. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue, Redemption and Conversion of Shares.

15.1 With respect to each Class of Shares, the Net Asset Value per Share and the price for the issue, redemption and conversion of Shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least twice a month at a frequency determined by the Board of Directors and determined in the Prospectus, such date or time of calculation being the Valuation Day.

15.2 The Company may suspend the determination of the Net Asset Value per Share of any particular Class or Sub-Fund and the issue and redemption of its Shares to and from its Shareholders as well as the conversion from and to Shares of each Class or Sub-Fund during:

15.2.1 any period when the principal Stock Exchanges on which a substantial proportion of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund are quoted are closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings thereon are restricted or suspended; or

15.2.2 the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Company attributable to such Sub-Fund would be impractical; or

15.2.3 any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments attributable to any particular Sub-Fund or the currency price or values on any such stock exchange; or

15.2.4 any moment when for any other reason the prices of any investments owned by the Company attributable to any Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained; or

15.2.5 any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making repayments due on the redemption of such Shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on the redemption of such Shares cannot in the opinion of the Board of Directors be effected at normal rates of exchange; or

15.2.6 following a possible decision to liquidate or dissolve the Company or one or several Classes or Sub-Funds; or

15.2.7 in the event of a merger of a Sub-Fund with another Sub-Fund of the Company or of another UCITS (or a sub-fund thereof), provided such suspension is in the interests of the Shareholders; or

15.2.8 in case of a Feeder, if the net asset value calculation of the Master is restricted or suspended or when the value of a significant proportion of the assets of any fund cannot be calculated with accuracy.

15.3 Any such suspension shall be published, if appropriate, by the Company and may be notified to Shareholders having made an application for subscription, redemption or conversion of Shares for which the calculation of the net asset value has been suspended.

15.4 Such suspension as to any Class of Shares or Sub-Fund shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value per Share, the issue, redemption and conversion of Shares of any other Class of Shares or Sub-Fund if the assets within such other Class or Sub-Fund are not affected to the same extent by the same circumstances.

15.5 Any request for subscription, redemption or conversion shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the Net Asset Value per Share.

Title III. - Administration and supervision

Art. 16. Board of Directors.

16.1 The Company shall be managed by the Board of Directors composed of not less than three members, who need not be Shareholders. They shall be elected for a term not exceeding six years. The Directors shall be elected by the Shareholders at a general meeting of Shareholders. The general meeting of Shareholders shall also determine the number of Directors, their remuneration and the term of their office.

16.2 Directors shall be elected by the majority of the votes of the Shares present or represented.

16.3 Any Director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting.

16.4 In the event of a vacancy in the office of Director, the remaining Directors may temporarily fill such vacancy. The Shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

Art. 17. Board Meetings.

17.1 The Board of Directors shall choose from among its members a chairman and may choose one or more vice-chairmen. The first chairman may be appointed by the general meeting of Shareholders. The Board of Directors may also choose a secretary (who need not be a director) who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders. Either the chairman or any two Directors may at any time summon a meeting of the Directors by notice in writing to every director which notice shall set forth the general nature of the business to be considered and the place at which the meeting is to be convened.

17.2 Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of an emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board of Directors.

17.3 The chairman shall preside at the meetings of the Directors and of the Shareholders. In his absence, the Shareholders or the Directors shall decide by a majority vote that another Director, or in the case of a Shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

17.4 The Board of Directors may from time to time and at any time by powers of attorney appoint any company, firm, person or body of persons, whether nominated directly or indirectly by the Board of Directors, to be the attorney or attorneys of the Company for such purpose and with such powers, authorities and discretions (not exceeding those vested in or exercisable by the Board of Directors under these Articles) and for such period and subject to such conditions as they may think fit, and any such powers of attorney may contain such provisions for the protection and convenience of persons dealing with any such attorneys as the Board of Directors may think fit and may also authorise any such attorney to delegate all or any of the powers, authorities and discretions vested in him.

17.5 Any Director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or telefax or any other similar means of communication another director as his proxy. A Director may represent several of his colleagues.

17.6 The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. The Directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorised thereto by resolution of the Board of Directors.

17.7 The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least the majority of the Directors, or any other number of Directors that the Board of Directors may determine, are present or represented.

17.8 Resolutions of the Board of Directors will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed where they are signed by the chairman of the meeting or any two Directors.

17.9 Resolutions are taken by a majority vote of the Directors present or represented. In the event that at any meeting the numbers of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a deciding vote.

17.10 Resolutions in writing approved and signed by all Directors shall have the same effect as resolutions voted at the Board of Directors' meetings. Each Director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

17.11 Members of the Board of Directors or of any committee thereof may participate in a meeting of the Board of Directors or of such committee by means of conference telephone or similar communications equipment by means of which all persons participating in the meeting can hear each other and participation in a meeting pursuant to this provision shall constitute presence in person at such meeting.

Art. 18. Powers of the Board of Directors.

18.1 The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policies as determined in Article 21 hereof.

18.2 All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of Shareholders are in the competence of the Board of Directors.

Art. 19. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two Directors or by the joint or single signature of any officer(s) of the Company or of any other person(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 20. Delegation of Power.

20.1 The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the Board of Directors, who shall have the powers determined by the Board of Directors and who may, if the Board of Directors so authorises, sub-delegate their powers.

20.2 The Company may enter into an investment management agreement with an external investment manager, which shall supply the Company with recommendations and advice with respect to the Company's investment policy pursuant to Article 21 hereof and may, on a day-to-day basis and subject to the overall control and responsibility of the Board of

Directors of the Company, have actual discretion to purchase and sell securities and other assets of the Company pursuant to the terms of a written agreement. The external investment manager may delegate its powers to a third party at its own cost.

20.3 The Board of Directors may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 21. Investment Policies and Restrictions.

21.1 The Board of Directors, based upon the principle of risk spreading, have the power to determine the investment policies and strategies to be applied in respect of each Sub-Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations.

21.2 Within those restrictions, the Board of Directors may decide that investments be made in:

21.2.1 transferable securities or money market instruments;

21.2.2 shares or units of other UCI;

21.2.3 deposits with credit institutions, which are repayable on demand or have the right to be withdrawn and which are maturing in no more than 12 months;

21.2.4 financial derivative instruments.

21.3 The investment policy of the Company may replicate the composition of an index of securities or debt securities recognized by the Luxembourg supervisory authority.

21.4 The Company may in particular purchase the above mentioned assets on any Regulated Market of a State of Europe, being or not member of the EU, of America, Africa, Asia, Australia or Oceania.

21.5 The Company may also invest in recently issued transferable securities and money market instruments, provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a Regulated Market and that such admission be secured within one year of issue.

21.6 In accordance with the principle of risk spreading, the Company is authorised to invest up to 100% of the net assets attributable to each Sub-Fund in transferable securities or money market instruments issued or guaranteed by a Member State, its local authorities, any other state as deemed acceptable by the Luxembourg supervisory authority as set out in the Prospectus or public international bodies of which one or more Member States are members being provided that if the Company uses the possibility described above, it shall hold, on behalf of each relevant Sub-Fund, securities belonging to six different issues at least. The securities belonging to one issue cannot exceed 30% of the total net assets attributable to that Sub-Fund.

21.7 Unless otherwise provided for in the Prospectus, no more than ten (10) per cent. of the net assets of any Sub-Fund may be invested in shares or units of other UCITS and/or other UCIs.

21.8 Any Sub-Fund may invest in Shares issued by one or several other Sub-Fund(s) of the Company, under the following conditions:

- the target Sub-Fund does not, in turn, invest in the Sub-Fund invested in this target Sub-Fund; and
- no more than 10% of the assets of the target Sub-Funds whose acquisition is contemplated may be invested in aggregate in Shares of other target Sub-Funds; and
- voting rights, if any, attaching to the relevant Shares are suspended for as long as they are held by the Sub-Fund concerned and without prejudice to the appropriate processing in the accounts and the periodic reports; and
- in any event, for as long as these Shares are held by the Company, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Company for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the 2010 Law.

21.9 The Board of Directors, acting in the best interests of the Company, may decide, in the manner described in the sales documents of the Shares, that: (i) all or part of the assets of the Company or of any Sub-Fund be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other undertakings for collective investment and/or their sub-funds; or that (ii) all or part of the assets of two or more Sub-Funds of the Company be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

21.10 Investments in each Sub-Fund of the Company may be made either directly or indirectly through wholly-owned subsidiaries, as the Board of Directors may from time to time decide and as described in the sales documents for the Shares. Reference in these Articles to “investments” and “assets” shall mean, as appropriate, either investments made and assets beneficially held directly or investments made and assets beneficially held indirectly through the aforesaid subsidiaries.

21.11 The Company is authorised to employ techniques and instruments relating to transferable securities and money market instruments provided that such techniques and instruments may be used for hedging or efficient portfolio management purposes or for investment purposes.

Art. 22. Conflict of Interest.

22.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Board of Directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a

director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

22.2 In the event that any Directors or officers of the Company may have an interest in any transaction of the Company which conflicts with the interests of the Company, such Director or officer shall make known to the Board of Directors such conflict of interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of Shareholders.

22.3 Such conflict of interest as referred to in this Article, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving any affiliated or associated company of any external investment manager appointed by the Company, or such other person, company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors in its discretion.

Art. 23. Indemnification of Directors. Every Director, agent, auditor, or officer of the Company and his personal representatives shall be indemnified and secured harmless out of the assets and Sub-Funds of the Company against all actions, proceedings, costs, charges, expenses, losses, damages or liabilities incurred or sustained by him in or about the conduct of the Company business or affairs or in the execution or discharge of his duties, powers, authorities or discretions, including actions, proceedings, costs, charges, expenses, losses, damages or liabilities incurred by him in defending (whether successfully or otherwise) any civil proceedings concerning the Company in any court whether in Luxembourg or elsewhere. No such person shall be liable: (i) for the acts, receipts, neglects, defaults or omissions of any other such person; or (ii) by reason of his having joined in any receipt for money not received by him personally; or (iii) for any loss on account of defect of title to any property of the Company; or (iv) on account of the insufficiency of any security in or upon which any money of the Company shall be invested; or (v) for any loss incurred through any bank, broker or other agent; or (vi) for any loss, damage or misfortune whatsoever which may happen in or arise from the execution or discharge of the duties, powers, authorities, or discretions of his office or in relation thereto, unless the same shall happen through his own gross negligence or wilful misconduct against the Company.

Art. 24. Auditors.

24.1 The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an auditor (“réviseur d'entreprises agréé”) appointed by the general meeting of Shareholders and remunerated by the Company.

24.2 The auditor shall fulfil all duties prescribed by the 2010 Law.

Title IV. - General meetings - Accounting year - Distributions

Art. 25. General Meetings of Shareholders of the Company.

25.1 The general meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders regardless of the Class of Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

25.2 The general meeting of Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors.

25.3 It may also be called upon the request of Shareholders representing at least one tenth of the share capital of the Company.

25.4 The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office or at a place specified in the notice of meeting, at 11:00 a.m. (Luxembourg time) on the third Wednesday of the month of April of each year.

25.5 If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following Business Day.

25.6 Other meetings of Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

25.7 The Board of Directors may convene a general meeting of Shareholders pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight (8) days prior to the meeting to each registered Shareholder at the Shareholder's address in the register of shareholders or at such other address indicated by the relevant Shareholder. No evidence of the giving of such notice to registered Shareholders is required by the meeting. The agenda shall be prepared by the Board of Directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the Shareholders in which instance the Board of Directors may prepare a supplementary agenda.

25.8 If no publications are made, notices to Shareholders may be mailed by registered mail only.

25.9 If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

25.10 The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders in order to attend any meeting of Shareholders.

25.11 The business transacted at any meeting of the Shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

25.12 Each Share of whatever Class is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission, who need not be a Shareholder and who may be a Director.

25.13 Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting of Shareholders are passed by a simple majority vote of the Shareholders present or represented.

Art. 26. General Meetings of Shareholders of a Class or of Classes of Shares.

26.1 The Shareholders of the Class or Classes issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

26.2 In addition, the Shareholders of any Class of Shares may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Class.

26.3 The provisions of Article 25, paragraphs 2, 3, 7, 8, 9, 10 and 11 shall apply to such general meetings of Shareholders.

26.4 Each Share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. Shareholders may act either in person or by giving a proxy in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission to another person who need not be a Shareholder and may be a Director.

26.5 Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of Shareholders of a Sub-Fund or of a Class are passed by a simple majority vote of the Shareholders present or represented.

26.6 Any resolution of the general meeting of Shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of Shares of any Class vis-à-vis the rights of the holders of Shares of any other Class or Classes, shall be subject to a resolution of the general meeting of Shareholders of such Class or Classes in compliance with Article 68 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 27. Termination and Amalgamation of Sub-Funds.

27.1 The Board of Directors may decide to liquidate a Sub-Fund or Class if a) the net assets of such Sub-Fund or Class fall below an amount determined by the Board of Directors to be the minimum level for such Sub-Fund or Class to be operated in an economically efficient manner, b) if a redemption request is received that would cause any Sub-Fund's or Class's assets to fall under the aforesaid threshold, c) if a change in the economic, regulatory or political situation relating to the Sub-Fund or Class concerned would justify such liquidation, d) if the Board of Directors deems it appropriate to rationalize the Sub-Funds or Classes offered to investors or, e) if for other reasons the Board of Directors believes it is required in the interests of the Shareholders. A notice regarding the liquidation, to the extent required by Luxembourg laws and regulations or otherwise deemed appropriate by the Board of Directors, will be published in the newspaper(s) determined by the Board of Directors, and/or sent to the Shareholders and/or communicated via other means prior to the effective date of the liquidation. Unless the Board of Directors otherwise decides in the interests of, or to keep equal treatment between the Shareholders, the Shareholders of the Sub-Fund or Class concerned may continue to request redemption or, if available, conversion of their Shares. However, the liquidation costs will be taken into account in the redemption and conversion price. If a Sub-Fund qualifies as Feeder of a Master, the liquidation or merger of such Master triggers the liquidation of the Feeder, unless the Board of Directors decides, in accordance with the 2010 Law, to replace the Master with another Master or to convert the Feeder into a standard UCITS sub-fund.

27.2 Notwithstanding the powers conferred on the Board of Directors by paragraph 27.1, the general meeting of Shareholders of any Class within any Sub-Fund may, upon a proposal from the Board of Directors, redeem all the Shares of the relevant Class within the relevant Sub-Fund and refund to the Shareholders the Net Asset Value of their Shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of Shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting.

27.3 All redeemed Shares shall be cancelled.

27.4 Under the same circumstances as provided in paragraph 27.1 of this Article, the Board of Directors may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company, to another undertaking for collective investment complying with the provisions of the Directive or to another Sub-Fund within such other undertaking for collective investment (the "new Sub-Fund") and to redesignate the Shares of the Class or Classes concerned as Shares of another Class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in paragraph 27.1 of this Article (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new undertaking for collective investment or the new Sub-Fund), one (1) month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable Shareholders to request redemption or conversion of their Shares, free of charge, during such period.

27.5 Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by paragraph 27.4, a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund within the Company may be decided upon by a general meeting of the Shareholders of the Sub-Fund concerned for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting.

27.6 If the amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type ("fonds commun de placement"), Shareholders having not voted in favour of such amalgamation will be considered as having requested the redemption of their Shares, except if they have given written instructions to the contrary

to the Company. The assets which may not be distributed to such Shareholders for whatever reasons will be deposited with the custodian for the period required by applicable laws and regulations; after such period, the assets will be deposited with the “Caisse de Consignation” on behalf of the persons entitled thereto.

Art. 28. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence on the 1st of January of each year and terminates on the 31st of December of the same year.

Art. 29. Distributions.

29.1 The general meeting of Shareholders of the Class or Classes issued in respect of any Sub-Fund shall, upon proposal from the Board of Directors and within the limits provided by law, determine how the results of such Sub-Fund shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorise the Board of Directors to declare, distributions.

29.2 For any Class or Classes of Shares entitled to distributions, the Board of Directors may decide to pay interim dividends in the frequency and amounts determined by the Board of Directors in compliance with the conditions set forth by law.

29.3 Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such Shareholders at their addresses in the register of shareholders.

29.4 Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Board of Directors shall in their discretion determine from time to time.

29.5 The Board of Directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the Board of Directors.

29.6 Any distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the Sub-Fund relating to the relevant Class or Classes of Shares.

29.7 No interest shall be payable by the Company on a dividend which has not been claimed by a Shareholder.

Title V. - Final provisions

Art. 30. Custodian.

30.1 To the extent required by law, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or savings institution - a custodian - as defined by the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended.

30.2 The custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2010 Law.

30.3 If the custodian wishes to retire, the Board of Directors shall use its best endeavours to find a successor custodian within two (2) months of the effectiveness of such retirement. The Board of Directors may terminate the appointment of the custodian but shall not remove the custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 31. Dissolution of the Company.

31.1 The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 33 hereof.

31.2 In the context of the liquidation of the last Sub-Fund, the Board of Directors may decide to issue one or several shares for the purpose of the liquidation of the Company in accordance with article 181 (6) of the 2010 Law.

31.3 Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 6 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of Shareholders by the Board of Directors. The general meeting of Shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the Shares represented at the meeting.

31.4 The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of Shareholders whenever the share capital falls below one quarter of the minimum capital set by Article 6 hereof; in such an event, the general meeting of Shareholders shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by Shareholders holding one quarter of the votes of the Shares represented at the meeting.

31.5 The general meeting of Shareholders must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one quarter of the legal minimum, as the case may be.

Art. 32. Liquidation. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of Shareholders which shall determine their powers and their compensation.

Art. 33. Amendments to the Articles. These Articles may be amended by a general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 34. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organised group of persons whether incorporated or not.

Art. 35. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended and the 2010 Law.”

139376

Expenses

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Fund as a result of the present deed are estimated at EUR 2,000.-

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his/her surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Signé: A. CHAUVIN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 2 octobre 2015. Relation: 1LAC/2015/31696. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 9 octobre 2015.

Référence de publication: 2015166833/897.

(150183785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2015.

Tank International Lux S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 167.432.

—
Aéroports de Paris

Société anonyme de droit français

Siège social: 291, Boulevard Raspail

75014 Paris (France)

R.C.S. Paris: 552 016 628

PROJET COMMUN DE FUSION

L'an deux mille quinze, le quinze du mois d'octobre.

Par-devant Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu

1. Aéroports de Paris, une société anonyme constituée selon les lois françaises, ayant son siège social 291, Boulevard Raspail, 75014 Paris, France, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 552 016 628 (ci-après la "Société Absorbante"); et

2. Tank International Lux S. à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 167432 (ci-après la "Société Absorbée").

La Société Absorbante est ici représentée par Madame Catherine Imbert, juriste chez Aéroports de Paris, ayant son adresse professionnelle au 291, Boulevard Raspail 75014 Paris, France, dûment habilitée à cet effet en vertu de la résolution prise par le conseil d'administration de la Société Absorbante en date du 14 octobre 2015 ayant notamment donné pouvoir au Président Directeur Général de la Société Absorbante, Monsieur Augustin de Romanet, aux fins de signer le présent projet commun de fusion avec faculté de subdélégation à tout mandataire de son choix et du pouvoir émis par le Président Directeur Général de la Société Absorbante en date du 15 octobre 2015.

La Société Absorbée est ici représentée par Monsieur Julien Pierre Coffinier, gérant A de la Société Absorbée, ayant son adresse professionnelle au 291, Boulevard Raspail 75014 Paris, France, et Monsieur Christiaan Van Arkel, gérant B, ayant son adresse professionnelle au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, dûment habilités à cet effet en vertu de la résolution prise par le conseil de gérance de la Société Absorbée en date du 15 octobre 2015.

Une copie de ces résolutions et de ce pouvoir, signées ne varietur par les représentants des comparants et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte en vue de leur dépôt auprès des autorités d'enregistrement.

Eu égard à la procédure de fusion aux termes de laquelle la Société Absorbante devra absorber la Société Absorbée (la "Fusion"), les organes de gestion respectifs des deux sociétés mentionnées ci-dessus (ci-après les "Sociétés Fusionnantes") ont convenu du projet commun de fusion suivant (le "Projet Commun de Fusion") et déclarent que:

- La Société Absorbante est dénommée Aéroports de Paris, elle existe sous la forme légale d'une société anonyme constituée selon les lois françaises, ayant son siège social 291, Boulevard Raspail, 75014 Paris, France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 552 016 628;

- La Société Absorbée est dénommée Tank International Lux S. à r.l., elle existe sous la forme légale d'une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 46A, Avenue J.F Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 167432;

- Aucune des Sociétés Fusionnantes n'a, à la date des présentes, été dissoute, déclarée en faillite ou ne se trouve en situation de cessation de paiements.

Base légale et structure de la Fusion

Dans la mesure où la Fusion entraînera l'absorption de la Société Absorbée par la Société Absorbante, la procédure devra être gouvernée cumulativement par (i) la loi applicable à la Société Absorbante, autrement dit la loi française et (ii) la loi applicable à la Société Absorbée, autrement dit la loi du Grand-Duché de Luxembourg.

La Société Absorbante détient cent pour-cent (100%) des actions de la Société Absorbée de sorte que la Fusion peut dès lors être opérée conformément aux dispositions des articles 257 et suivants de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi Luxembourgeoise") qui autorise expressément la fusion d'une société luxembourgeoise avec une société étrangère, pour autant que les lois applicables à cette société étrangère n'interdisent pas cette fusion et que cette dernière se conforme aux dispositions et formalités du droit national dont elle relève.

La Fusion sera également opérée conformément aux articles L. 236-25 et suivants et R. 236-13 et suivants du code de commerce français (le "Code de Commerce Français") établissant les règles de fusion des sociétés françaises avec des sociétés étrangères.

Les organes de direction respectifs des Sociétés Fusionnantes ont décidé de fusionner la Société Absorbée avec la Société Absorbante et, à cet effet, conformément à l'article 274 de la Loi Luxembourgeoise et L. 236-3 du Code de Commerce Français, la Société Absorbée transférera de plein droit et simultanément tous ses actifs et passifs (les "Actifs et Passifs") à la Société Absorbante.

Les décisions des organes de direction respectifs des Sociétés Fusionnantes, après avoir été paraphées ne varietur par les parties comparantes et le notaire soussigné, devront être annexées au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Dans la mesure où la Société Absorbante est l'associée unique de la Société Absorbée, la Fusion pourra être réalisée conformément à une procédure simplifiée telle que définie à l'article 278 de la Loi Luxembourgeoise et à l'article L. 236-11 du Code de Commerce Français.

Description des Sociétés Fusionnantes

(a) La Société Absorbante

La Société Absorbante est une société anonyme de droit français, ayant son siège social 291, Boulevard Raspail, 75014 Paris, France, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 552 016 628.

La Société Absorbante a été constituée initialement sous la forme d'un établissement public national par ordonnance n°45-2488 du 24 octobre 1945, puis immatriculée au Registre du commerce et des sociétés le 1^{er} février 1955. Elle est une société anonyme depuis le 22 juillet 2005, pour une durée prorogée allant jusqu'au 20 juillet 2104.

Son capital social est de 296.881.806 euros divisé en 98.960.602 actions entièrement libérées et toutes de même catégorie, de 3 euros de valeur nominale chacune.

L'exercice social de la Société Absorbante commence le 1^{er} janvier et prend fin le 31 décembre de chaque année.

La Société Absorbante emploie 6 615 salariés Equivalents Temps Plein - Source: Rapport financier semestriel 30 juin 2015.

La Société Absorbante a notamment pour objet en France et à l'étranger:

- D'assurer la construction, l'aménagement, l'exploitation et le développement d'installations aéroportuaires;
- De développer toute activité industrielle ou de service dans le domaine aéroportuaire, à destination de toute catégorie de clientèle;
- De valoriser l'ensemble des actifs mobiliers et immobiliers qu'elle détient ou utilise;
- De prendre, d'acquérir, d'exploiter ou de céder tous procédés et brevets concernant les activités se rapportant çà l'un des objets susmentionnés;
- De participer de manière directe ou indirecte à toutes opérations se rattachant à l'un de ces objets, par voie de création de sociétés ou d'entreprises nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou de droits sociaux, de prises d'intérêt, de fusion, d'association ou de toute autre manière;
- Et généralement, de se livrer à toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'un quelconque des objets susmentionnés.

(b) La Société Absorbée

La Société Absorbée est une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois dont le siège social est situé 46A, Avenue J.F Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 167432.

La Société Absorbée a été constituée par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 13 février 2012 et ce pour une durée illimitée.

Son capital social est de douze mille cinq cents euros et un centime d'euro (12.500,01 EUR) divisé en un million deux cent cinquante mille une (1.250.001) parts sociales, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 EUR) chacune, toutes entièrement libérées et de même catégorie.

Il n'existe pas d'avantage particulier stipulé dans les statuts de la Société Absorbée. La Société Absorbée n'a émis aucune obligation ni aucune autre part sociale que les parts sociales ordinaires mentionnées ci-dessus.

L'exercice social de la Société Absorbée commence le 1^{er} janvier et prend fin le 31 décembre de chaque année.

A la date du présent Projet Commun de Fusion, la Société Absorbée ne dispose d'aucun salarié.

La Société Absorbée a notamment pour objet l'acquisition d'intérêts de propriété, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises, sous quelque forme que ce soit ainsi que la gestion de ces intérêts de propriété. La Société peut notamment acquérir par voie de souscription, achat ou échange ou par tout autre moyen toutes valeurs, actions et titres/garanties de quelque nature que ce soit en ce compris les obligations, certificats, certificats de dépôt et tous autres instruments et plus généralement tous titres/garanties, instruments financiers émis par une entité privée ou publique quelle qu'elle soit. La Société peut également participer dans la création, le développement et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut également investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et autres droits de propriété intellectuelle.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de créances et obligations et autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances négociables. La Société peut prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations à ses filiales, sociétés affiliées et sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société. La Société peut en outre gager, hypothéquer, céder ou de tout autre manière grever tout ou partie de ses actifs. La Société peut en général employer toutes techniques et utiliser tous instruments en relation avec ses investissements en vue de leur gestion optimale, incluant les techniques et instruments en vue de protéger la société contre les risques de crédit, de fluctuation des devises et des taux d'intérêts et autres risques.

La Société peut encore mener à bien toutes activités commerciales, financières ou industrielles ou toutes transactions en relation avec des biens immobiliers ou mobiliers.

La Société peut mener à bien toutes activités commerciales, financières ou industrielles ou toutes transactions qui favorisent ou peuvent favoriser les activités décrites aux paragraphes susmentionnés de l'article 2 des statuts de la Société Absorbée.

(c) Liens entre la Société Absorbante et la Société Absorbée

La Société Absorbante détient l'intégralité du capital social et des droits de vote de la Société Absorbée.

Convention des Sociétés Fusionnantes

Il est convenu ce qui suit:

1. A la Date d'Effet (telle que définie au point 11 du Projet Commun de Fusion ci-dessous), dans la mesure où il s'agit d'une opération de fusion réalisée à l'intérieur d'un même groupe et conformément aux dispositions du règlement 2004-01 du 4 mai 2004 du Comité de la réglementation comptable, les Actifs et Passifs de la Société Absorbée seront transférés à la Société Absorbante à leur valeur nette comptable, telle qu'elle ressort des livres de Société Absorbée au 31 juillet 2015.

Evaluation de la Société Absorbée.

2. Les termes du Projet Commun de Fusion ont été déterminés sur la base des comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2015 du groupe Aéroport de Paris, tels qu'ils figurent en annexe du rapport financier semestriel au 30 juin 2015 de la Société Absorbante publiée sur son site internet et mis à la disposition de ses actionnaires en date du 29 juillet 2015 (les "Comptes de l'Absorbante"), ainsi que sur la base d'un état comptable intermédiaire de la Société Absorbée en date du 31 juillet 2015 (les "Comptes de l'Absorbée"). L'évaluation de la Société Absorbée est basée sur les Comptes de l'Absorbée. Les Comptes de l'Absorbée et les Comptes de l'Absorbante sont annexés à ce Projet Commun de Fusion en Annexe 1.

Le montant des actifs de la Société Absorbée apportés à la Société Absorbante, basé sur les Comptes de l'Absorbée, s'élève à six cent quatre-vingt-dix-sept million quatre cent cinquante mille trois cent trente-trois euros (697.450.333 euros). Le montant des passifs de la Société Absorbée pris en charge par la Société Absorbante, basé sur les Comptes de l'Absorbée s'élève à trente-sept millions trois cent vingt mille huit cent vingt-et-un euros (37.320.821 euros). L'actif net apporté par la Société Absorbée à la Société Absorbante s'élève donc à six cent soixante millions cent vingt-neuf mille cinq cent douze euros (660.129.512 euros).

Rémunération des apports. La Société Absorbante étant propriétaire de la totalité des actions représentant la totalité du capital de la Société Absorbée, la Fusion sera placée sous le régime des fusions simplifiées définie à l'article 278 de la Loi Luxembourgeoise et à l'article L.236-11 du Code de commerce.

En conséquence, la Fusion n'entraînera aucune augmentation de capital de la Société Absorbante venant rémunérer les apports reçus de la Société Absorbée.

Par ailleurs et conformément à l'article L. 236-3 II du Code de commerce, il ne sera procédé à aucun échange de titres de la Société Absorbante contre les titres de la Société Absorbée. En effet, la Société Absorbante ne pouvant devenir propriétaire de ses propres titres, les actions de la Société Absorbée disparaissent.

Dès lors, la différence négative entre la valeur de l'actif net apporté, soit 660.129.512 euros et la valeur comptable dans les livres de la Société Absorbante des actions de la Société Absorbée, soit 697.679.711,96 euros, constituera un mali de fusion. Le montant du mali de fusion sera comptabilisé en totalité à l'actif du bilan de l'exercice social en cours de la Société Absorbante.

Régime fiscal français de la Fusion. En matière d'impôt sur les sociétés

La Société Absorbante et la Société Absorbée soumettent la Fusion objet des présentes au régime de faveur des fusions françaises prévu à l'article 210 A du Code Général des Impôts dans le cadre du respect du principe de territorialité prévu à l'article 209 I. du Code Général des Impôts. En conséquence, les plus-values latentes sur l'ensemble de l'actif immobilisé apporté, ainsi que les provisions (autres que celles devenues sans objet), ne seront pas soumises à l'impôt sur les sociétés au niveau de la Société Absorbante par application des dispositions de l'article 210 A du Code Général des Impôts.

Conformément aux dispositions de l'article 210 A précité et dans la limite du principe de territorialité prévu à l'article 209 I. du Code Général des Impôts, le représentant de la Société Absorbante oblige cette dernière à respecter les obligations et prescriptions suivantes:

- reprendre à son passif les provisions de la Société Absorbée dont l'imposition a été différée et qui ne deviennent pas sans objet du fait de la Fusion;
- se substituer à la Société Absorbée pour la réintégration des plus-values et/ou des résultats afférents aux éléments qui lui sont apportés dont l'imposition avait été différée chez cette dernière;
- calculer les plus-values réalisées ultérieurement lors de la cession des immobilisations non amortissables qui lui sont apportées d'après la valeur qu'elles avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Absorbée;
- à réintégrer dans ses bénéfices imposables, dans les délais et conditions fixés par l'alinéa 3 de l'article 210 A du Code Général des Impôts, les plus-values dégagées sur les biens amortissables apportés. Elle rattachera également au résultat de l'exercice de cession la fraction non encore taxée des plus-values afférentes à ceux de ces biens qui auront été cédés avant l'expiration de la période de réintégration;
- à inscrire à son bilan les éléments apportés autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Absorbée, à défaut, de rattacher aux résultats de l'exercice au cours duquel intervient l'opération, le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur de ces éléments et la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Absorbée;
- conformément aux dispositions de l'article 54 septies du Code Général des Impôts, à joindre à sa déclaration de résultat, un état de suivi des valeurs fiscales des biens bénéficiant d'un report d'imposition et tenir à la disposition de l'administration un registre de suivi des plus-values sur éléments d'actif non amortissables donnant lieu à report d'imposition.
- à reprendre dans son bilan les valeurs comptables inscrites dans la comptabilité de la Société Absorbée (valeur d'origine, amortissements, provisions pour dépréciation, valeur nette) et à continuer à calculer les dotations aux amortissements à partir de la valeur d'origine qu'avaient les biens dans les écritures de la Société Absorbée.
- à reprendre le bénéfice et/ou la charge de tous les engagements d'ordre fiscal qui auraient pu être antérieurement souscrits par la Société Absorbée à l'occasion d'opérations ayant bénéficié d'un régime fiscal de faveur en matière de droits d'enregistrement et/ou d'impôt sur les sociétés, ou encore de taxes sur le chiffre d'affaires.

En matière de droits d'enregistrement

La Société Absorbante et la Société Absorbée étant des sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés, la Fusion objet des présentes est placée sous le régime fiscal prévu par l'article L. 816-I du Code Général des Impôts et donnera en conséquence lieu au paiement du droit fixe de 500 euros en France.

Modification de l'actionnariat.

4. A la suite de la Fusion, la Société Absorbée cessera d'exister et toutes ses actions émises seront annulées. La Société Absorbante détenant l'intégralité du capital social de la Société Absorbée, aucune action de la Société Absorbante ne sera rachetée ou émise du fait de la Fusion. Ainsi, aucun ratio d'échange d'actions des Sociétés Fusionnantes ou toute autre valeur mobilière ne sera établie, conformément à l'article L. 236-3-II du Code de Commerce Français. De même, il ne sera effectué aucune remise de titres, parts ou actions de la Société Absorbante du fait de la Fusion.

Effet comptable de la Fusion.

5. La Fusion prendra effet d'un point de vue comptable à la Date d'Effet (telle que définie ci-après) et les opérations de la Société Absorbée devront, d'un point de vue comptable, être considérées comme ayant été effectuées par la Société Absorbante depuis cette date.

Avantages particuliers aux actionnaires des Sociétés Fusionnantes.

6. Aucun avantage particulier n'est attribué dans le cadre de la Fusion par la Société Absorbante aux associés des Sociétés Fusionnantes ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des actions ou des parts représentatifs du capital social.

Avantages particuliers aux membres des organes de direction ou aux experts.

7. Aucun avantage particulier n'est attribué aux membres des organes de direction respectifs des Sociétés Fusionnantes dans le cadre de la Fusion. Il est en outre rappelé que les Sociétés Fusionnantes n'ont pas nommé d'expert aux fins d'examiner le Projet Commun de Fusion.

Emplois.

8. A la date du Projet Commun de Fusion, la Société Absorbée n'a pas de salariés, ainsi la Fusion n'aura aucun impact sur l'emploi dans les Sociétés Fusionnantes et ne nécessite pas la mise en place de mesures relatives à la participation des salariés.

Disponibilité des documents relatifs à la fusion à l'égard des actionnaires.

9. Les documents mentionnés à l'article 267, paragraphe 1, a), b), c) et d) de la Loi Luxembourgeoise (en l'occurrence le Projet Commun de Fusion, les comptes annuels, les rapports de gestion annuels des Sociétés Fusionnantes pour les trois derniers exercices, le rapport financier semestriel de la Société Absorbante, l'état comptable de la Société Absorbée datant de moins de trois mois avant la date du Projet Commun de Fusion, ainsi que les rapports sur la Fusion des organes de gestion des Sociétés Fusionnantes mentionnés à l'article 265 de la Loi Luxembourgeoise), seront disponibles au moins un mois avant la Date d'Effet de la Fusion pour revue par les actionnaires des Sociétés Fusionnantes aux sièges sociaux respectifs des Sociétés Fusionnantes.

Ces mêmes documents doivent être déposés au siège social de la Société Absorbante trente jours au moins avant la Date d'Effet de la Fusion, en application de l'article R. 236-3 du Code de Commerce français, étant précisé que les rapports sur la Fusion des organes de gestion des Sociétés Fusionnantes devront être déposés au moins un mois avant la Date d'Effet, en application de l'article R. 236-16 du Code de Commerce Français.

Aucune exigence quant à l'examen du Projet Commun de Fusion par un expert.

10. En conformité avec l'article 266(5) de la Loi Luxembourgeoise, les actionnaires de la Société Absorbée ont accepté qu'aucun examen du Projet Commun de Fusion et aucun rapport d'expert ne soit requis. De même, conformément à l'article L. 236-11 du Code de Commerce Français, dans la mesure où la Société Absorbante détient la totalité des actions de la Société Absorbée, l'approbation de la Fusion ne nécessitera pas l'établissement d'un rapport d'un commissaire à la fusion ou d'un commissaire aux apports en application du Code de Commerce Français.

Effectivité de la Fusion entre les Sociétés Fusionnantes.

11. Conformément à l'article 12 de la Directive 2005/56/CE du Parlement Européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux, le droit applicable à la Société Absorbante, en l'espèce le droit français, détermine la date à laquelle la Fusion prend effet. Ainsi, conformément aux dispositions de l'article L. 236-31 du Code de Commerce Français, il est convenu que la Fusion deviendra définitive entre les Sociétés Fusionnantes à l'issue du contrôle de légalité effectué conformément à l'article L. 236-30 du Code de Commerce Français, à savoir le jour de l'émission du certificat de légalité (cette date étant ci-après désignée la "Date d'Effet").

Opposabilité de la Fusion à l'égard des tiers.

12. Conformément à Loi Luxembourgeoise, la Fusion sera effective à l'égard des tiers au jour de la publication dans le Mémorial C du certificat émis par un notaire luxembourgeois, conformément à l'article 273 (1) de la Loi Luxembourgeoise, subordonnée cependant à la remise par le greffier du Tribunal de Commerce dans le ressort duquel la Société Absorbante est immatriculée, ou d'un notaire, du certificat de légalité visée à l'article L. 236-30 du Code de Commerce Français.

Il est rappelé à toutes fins utiles qu'en application des articles L. 236-14 et R. 236-8 du Code de Commerce Français, les créanciers de la Société Absorbante ne pourront plus s'opposer à la Fusion à l'issue de l'expiration d'un délai de trente jours à compter de la dernière insertion prévue par les articles R. 236-2 et R. 236-15 du Code de Commerce Français (insertion d'un avis dans un journal d'annonces légales, au Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales et au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires et dépôt du Projet Commun de Fusion au greffe de la Société Absorbante).

Statuts de la Société Absorbante.

13. Il n'est pas envisagé de modifier la forme sociale ou les statuts de la Société Absorbante dans le cadre de la Fusion. Les statuts de la Société Absorbante en date du 27 mai 2010 ne seront pas modifiés du fait de la Fusion et sont annexés au présent acte aux fins d'information en Annexe 2.

Approbation de la Fusion.

14. En raison de la réalisation de la fusion selon la procédure simplifiée des articles 278 et suivants de la Loi Luxembourgeoise, et de l'article L 236-11 du Code de Commerce Français le Projet Commun de Fusion ne sera pas soumis à l'approbation des assemblées générales des associés des Sociétés Fusionnantes.

Impact sur l'écart d'acquisition et les réserves distribuables de la Société Absorbante.

15. La Fusion n'aura aucune influence sur l'écart d'acquisition, ni sur les réserves distribuables de la Société Absorbante.

Impact sur les créanciers et les actionnaires minoritaires des Sociétés Fusionnantes.

16. A la Date d'Effet et en vertu du principe de transmission universelle, tout l'actif et le passif de la Société Absorbée sera transféré à la Société Absorbante. La Société Absorbée va cesser d'exister. Dans la mesure où la Société Absorbante détient l'intégralité des actions du capital social de la Société Absorbée et que les deux entités sont solvables, la Fusion n'aura aucun impact sur la situation des créanciers des Sociétés Fusionnantes.

La Société Absorbante détenant l'intégralité des actions de la Société Absorbée et dans la mesure où il n'est pas procédé à l'échange d'actions de la Société Absorbante contre des Actions de la Société Absorbée, la Fusion n'aura aucun d'impact sur la situation des actionnaires minoritaires des Sociétés Fusionnantes.

Conformité avec le droit applicable.

17. Les Sociétés Fusionnantes se conformeront à toutes les dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de toutes impositions éventuelles ou taxes résultant de la réalisation définitive des transferts réalisés au titre de la Fusion, tel que mentionné ci-après.

Poursuite des activités de la Société Absorbée.

18. Les activités de la Société Absorbée seront poursuivies par la Société Absorbante.

Documents de la Société Absorbée.

19. Les documents sociétaires de la Société Absorbée seront conservés pendant le délai légal requis au siège social de la Société Absorbante.

Clôture des livres comptables de la Société Absorbée.

20. Les livres comptables de la Société Absorbée seront clôturés en raison de la Fusion à la Date d'Effet.

Formalités.

21. La Société Absorbante:

- effectuera toutes les formalités légales de publicité relatives aux transferts effectués au titre de la Fusion,
- fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires, le cas échéant, auprès de toutes administrations qu'il conviendra pour faire mettre à son nom les Actifs et Passifs transférés,
- effectuera toutes les formalités nécessaires en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits qui lui ont été transférés.

22. Remise de titres

Lors de la réalisation définitive de la Fusion, la Société Absorbée remettra à la Société Absorbante les originaux de tous ses documents constitutifs et actes de modification ainsi que les livres comptables et autres documents comptables, les titres de propriété ou actes justificatifs de propriété de tous les éléments d'actif, les justificatifs des opérations réalisées, les valeurs mobilières ainsi que tous contrats, archives, pièces et autres documents quelconques relatifs aux éléments et droits transférés.

23. Règle de protection des créanciers

Conformément à l'article 268 de la Loi Luxembourgeoise, les créanciers des Sociétés Fusionnantes, dont la créance est antérieure à la date de la publication des actes constatant la fusion prévue à l'article 273 de la Loi Luxembourgeoise peuvent, nonobstant toute convention contraire, dans les deux mois de cette publication, demander au magistrat président la chambre du tribunal d'arrondissement, dans le ressort duquel la société débitrice a son siège social, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, la constitution de sûretés pour les créances échues et non échues, au cas où ils peuvent démontrer, de manière crédible, que la fusion représente un risque pour l'exercice de leurs droits et que la société débitrice ne leur a pas fourni de garanties appropriées.

Toutes informations complémentaires sur les droits des créanciers peuvent être obtenues, sans frais, auprès des Sociétés Fusionnantes aux adresses indiquées ci-dessus.

24. Frais et Droits

Tous frais, droits et honoraires dus au titre de la Fusion seront supportés par la Société Absorbante.

La Société Absorbante s'acquittera, le cas échéant, des impôts dus par la Société Absorbée sur le capital et les bénéfices au titre des exercices non encore imposés définitivement.

Conformément à l'article 271 de la Loi Luxembourgeoise, le notaire soussigné certifie la légalité du présent Projet Commun de Fusion.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société Absorbante ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte sont estimés à environ sept mille euros (7.000 euros).

Le notaire soussigné déclare par la présente qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte sera rédigé en langue française.

Le présent acte notarié a été rédigé au Luxembourg, à la date mentionnée.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux parties comparantes, connues du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms usuels, état et demeure, les parties ont signé ensemble avec nous, notaire, le présent acte.

Statuts de la société AEROPORTS DE PARIS

Tels que modifiés par l'assemblée générale mixte du 27 mai 2010

Art. 1^{er}. Forme. Aéroports de Paris est une société anonyme régie par les lois et règlements applicables aux sociétés commerciales, notamment le code de commerce, dans la mesure où il n'y est pas dérogé par des dispositions particulières telles que la loi n°2005-357 du 20 avril 2005 relative aux aéroports, le code de l'aviation civile, la loi n°83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public, et par les présents statuts.

Art. 2. Objet. La société a pour objet, en France et à l'étranger:

- d'assurer la construction, l'aménagement, l'exploitation et le développement d'installations aéroportuaires;
- de développer toute activité industrielle ou de service dans le domaine aéroportuaire, à destination de toute catégorie de clientèle;
- de valoriser l'ensemble des actifs mobiliers et immobiliers qu'elle détient ou utilise;
- de prendre, d'acquérir, d'exploiter ou de céder tous procédés et brevets concernant les activités se rapportant à l'un des objets susmentionnés;
- de participer de manière directe ou indirecte à toutes opérations se rattachant à l'un de ces objets, par voie de création de sociétés ou d'entreprises nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou de droits sociaux, de prises d'intérêt, de fusion, d'association ou de toute autre manière;
- et, généralement, de se livrer à toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'un quelconque des objets susmentionnés.

Art. 3. Dénomination. La dénomination sociale est: Aéroports de Paris. La société peut aussi être légalement désignée par le seul sigle «ADP».

Art. 4. Siège social. Le siège social est fixé à Paris, 291, boulevard Raspail (75014).

Le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'assemblée générale est habilité à transférer le siège social de la société, dans les conditions fixées par la loi.

Art. 5. Durée. La société a une durée de quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 20 juillet 2005, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Art. 6. Capital social. Le capital social est fixé à la somme de 296.881.806 euros, divisée en 98.960.602 actions de 3 euros chacune de valeur nominale, entièrement libérées.

Art. 7. Modifications du capital. Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti dans les conditions prévues par la loi.

Les modifications du capital ne peuvent avoir pour effet de faire perdre à l'Etat la majorité du capital social.

Art. 8. Libération des actions. En cas d'augmentation de capital, les actions de numéraire doivent, lors de leur souscription, être libérées de la quotité minimum prévue par la loi, tant pour la libération de la valeur nominale que pour la libération de la prime, le cas échéant. Les actions partiellement libérées sont nominatives jusqu'à leur entière libération. Sous réserve des dispositions légales applicables en cas d'émission d'actions nouvelles réservées aux salariés, la libération du surplus intervient en une ou plusieurs fois sur décision du conseil d'administration ou, dans les cas applicables, sur décision du président du tribunal de commerce statuant en référé, dans un délai maximum de cinq ans à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des actionnaires par lettre recommandée avec accusé de réception ou par insertion d'un avis dans un journal d'annonces légales du siège social quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement. Les versements sont effectués soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

A défaut pour l'actionnaire de se libérer aux époques fixées par l'organe compétent, les sommes dues sont, automatiquement et de plein droit, productives d'intérêt au taux légal, à compter de la date d'exigibilité, sans préjudice des autres recours et sanctions prévus par la loi, la société pouvant notamment faire vendre les titres non libérés des paiements exigibles selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires.

Art. 9. Forme des actions. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, sous réserve des dispositions légales et réglementaires.

Les actions peuvent être inscrites au nom d'un intermédiaire dans les conditions prévues aux articles L. 228-1 et suivants du code de commerce. L'intermédiaire est tenu de déclarer sa qualité d'intermédiaire détenant des titres pour le compte d'autrui, dans les conditions légales et réglementaires.

Les dispositions des alinéas ci-dessus sont également applicables aux autres valeurs mobilières émises par la société.

La société est en droit, dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, de demander à tout moment, contre rémunération à sa charge, au dépositaire central qui assure la tenue du compte d'émission de ses titres, selon le cas, le nom

ou la dénomination, la nationalité, l'année de naissance ou l'année de constitution, et l'adresse des détenteurs de titres au porteur conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres assemblées d'actionnaires, ainsi que la quantité de titres détenus par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés. La société, au vu de la liste transmise par l'organisme susmentionné, a la faculté de demander aux personnes figurant sur cette liste et dont la société estime qu'elles pourraient être inscrites pour le compte de tiers les informations ci-dessus concernant les propriétaires des titres.

S'il s'agit de titres de forme nominative, donnant immédiatement ou à terme accès au capital, l'intermédiaire inscrit dans les conditions prévues à l'article L. 228-1 du code de commerce est tenu, dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la demande, de révéler l'identité des propriétaires de ces titres, ainsi que la quantité de titres détenue par chacun d'eux, sur simple demande de la société ou de son mandataire, laquelle peut être présentée à tout moment.

Outre l'obligation légale d'informer la société de la détention de certaines fractions du capital ou des droits de vote, toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui viendrait à détenir, au sens de l'article L. 233-9 du code de commerce, directement ou indirectement, un nombre d'actions ou de droits de vote égal ou supérieur à 1 % du capital ou des droits de vote de la société est tenue, au plus tard avant la clôture des négociations du quatrième jour de bourse suivant le franchissement de seuil à compter de l'inscription des titres qui lui permettent d'atteindre ou de franchir ce seuil, de déclarer à la société, par lettre recommandée avec accusé de réception, le nombre total d'actions et de droits de vote qu'elle possède.

Par ailleurs, cette personne devra également informer la Société, dans sa lettre de déclaration de franchissement de seuils, des précisions auxquelles il est fait référence au 3^{ème} alinéa de l'article L. 233-7 I du Code de commerce.

Cette déclaration doit être renouvelée dans les conditions ci-avant, chaque fois qu'un nouveau seuil de 1 % est atteint ou franchi, à la hausse comme à la baisse, quelle qu'en soit la raison jusqu'au seuil de 5 % prévu à l'article L. 233-7 du code de commerce. A compter du franchissement du seuil de 5 % précité, une déclaration doit être effectuée dans les conditions identiques à celles mentionnées ci-avant, chaque fois qu'un nouveau seuil de 0,5 % est atteint ou franchi, à la hausse comme à la baisse quelle qu'en soit la raison.

En cas d'inobservation des stipulations ci-avant, le ou les actionnaires concernés sont, dans les conditions et limites fixées par la loi, privés du droit de vote afférent aux titres dépassant les seuils soumis à déclaration, dans la mesure où un ou plusieurs actionnaires détenant au moins 3 % du capital ou des droits de vote en font la demande lors de l'assemblée générale.

Art. 10. Cession et transmission des actions. Les actions sont librement négociables sous réserve des dispositions légales et réglementaires. Elles font l'objet d'une inscription en compte et se transmettent par voie de virement de compte à compte.

Les dispositions du présent article sont également applicables aux autres titres de toute nature émis par la société.

Art. 11. Droits et obligations attachés aux actions. Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

En outre, elle donne droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, dans les conditions et sous les restrictions légales, réglementaires et statutaires.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions de l'assemblée générale.

Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer dans les actes de son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne peuvent exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Art. 12. Indivisibilité des actions. - Usufruit.

1. Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2. Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

Art. 13. Conseil d'administration.

I. Jusqu'au 14 juillet 2009, date à laquelle expirera le mandat des administrateurs élus en application du 3^o de l'article 5 de la loi n° 83-67 5 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public, le conseil est composé de 21 membres. Les effectifs du conseil ne pourront ensuite excéder 18 membres.

II. Le conseil d'administration est composé comme suit, en application de l'article 6 de la loi susmentionnée du 26 juillet 1983:

- deux tiers de membres représentant les actionnaires, comprenant des administrateurs représentant l'Etat nommés par décret et des administrateurs représentant les autres actionnaires nommé par l'assemblée générale des actionnaires;
- un tiers de représentants des salariés élus.

III. Le mandat des administrateurs est de cinq ans. Toutefois, le mandat de tous les premiers administrateurs de la société prendra fin le 14 juillet 2009, sous réserve de l'application des articles 12, 13, 40-1 et 40-2 de la loi du 26 juillet 1983. En application du deuxième alinéa de l'article 11 de cette loi, le mandat des administrateurs représentant les autres actionnaires que l'Etat, nommés par l'assemblée générale des actionnaires en remplacement de certains des premiers administrateurs de la société, expirera à la même date.

IV. L'assemblée générale fixe le montant des jetons de présence alloués, le cas échéant, aux administrateurs. Toutefois, le mandat des administrateurs qui ne sont pas nommés par l'assemblée générale est gratuit, à l'exception, le cas échéant, des administrateurs désignés en application du 2° de l'article 5 de la loi du 26 juillet 1983.

Les frais exposés par les administrateurs pour l'exercice de leur mandat sont remboursés par la société sur justificatifs.

Chaque administrateur nommé par l'assemblée générale est révocable par elle et doit être propriétaire d'au moins une action de la société détenue sous la forme nominative.

Le conseil nomme un secrétaire, qu'il peut choisir en dehors de ses membres.

Le conseil d'administration peut appeler des salariés de l'entreprise ou des personnalités extérieures à l'entreprise à assister aux réunions du conseil d'administration sans voix délibérative.

En cas de vacance d'un ou plusieurs sièges de membre du conseil d'administration d'Aéroports de Paris élu par l'assemblée générale des actionnaires, il est fait application des dispositions de l'article L. 225-24 du code de commerce.

V. Sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale ordinaire peut nommer auprès de la société des censeurs dont le nombre ne peut excéder trois. Les censeurs sont choisis parmi les actionnaires ou en dehors d'eux. La durée des fonctions de censeurs est de cinq ans. La date d'effet de la nomination et de la cessation des fonctions de censeur sont identiques à celles du mandat des administrateurs nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

Les censeurs sont indéfiniment rééligibles et peuvent se voir attribuer par le conseil d'administration une fraction des jetons de présence. Ils peuvent être révoqués à tout moment par décision de l'assemblée générale. Les nominations de censeurs peuvent être faites à titre provisoire par le conseil d'administration sous réserve de ratification par la plus prochaine assemblée générale.

Ils sont convoqués aux réunions du conseil d'administration par le Président du conseil d'administration et y assistent avec voix consultative.

VI. Les personnes appelées à assister aux délibérations du conseil d'administration sont tenues aux mêmes obligations de discrétion que les administrateurs.

Art. 14. Président du conseil d'administration. - Direction générale. Le président du conseil d'administration de la société est nommé par décret, parmi les administrateurs, sur proposition du conseil d'administration. La durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur. Elles peuvent être renouvelées dans les mêmes formes. Il peut y être mis fin dans les conditions prévues à l'article 10 de la loi du 26 juillet 1983 précitée.

Le président du conseil d'administration assure également la direction générale de la société.

Il porte le titre de président-directeur général.

Le conseil d'administration peut, sur proposition du président-directeur général, nommer une ou plusieurs personnes physiques pour l'assister avec le titre de directeur général délégué.

Le nombre maximum de directeurs généraux délégués est fixé à cinq. Le conseil d'administration détermine la durée du mandat, la rémunération et les éventuelles limitations de pouvoirs de chacun des directeurs généraux délégués.

Lorsque le président-directeur général cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, les directeurs généraux délégués conservent, sauf décision contraire du conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau président-directeur général.

Art. 15. Délibérations du conseil.

1. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation de son président, conformément aux dispositions légales et réglementaires. Le tiers au moins de ses membres peut, en indiquant l'ordre du jour, convoquer le conseil d'administration, conformément à l'article 8 de la loi du 26 juillet 1983 précitée, si celui-ci ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois. En cas de vacance des fonctions du président du conseil d'administration, hors les cas d'empêchement temporaire ou le décès tels que visés par le code de commerce, un conseil d'administration pourra se réunir directement, s'il y a unanimité des administrateurs (présents ou représentés). Ce conseil n'est pas lié par un ordre du jour limité à la nomination d'un nouveau président.

La réunion a lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Les réunions du conseil d'administration peuvent, dans les conditions légales et réglementaires applicables et conformément au règlement intérieur, avoir lieu par voie de visioconférence ou de télécommunications.

La convocation du conseil d'administration est effectuée dans les conditions fixées par le règlement intérieur. Le président-directeur général de la société est tenu de communiquer à chaque administrateur les informations et documents nécessaires à l'exercice de sa mission.

Les réunions du conseil d'administration sont présidées par le président du conseil d'administration ou, à défaut, par le doyen d'âge des administrateurs.

2. Le conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents. Le règlement intérieur peut prévoir, dans les conditions légales et réglementaires, que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion par voie de visioconférence ou de télécommunication.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante.

3. Il est tenu un registre de présence, qui est signé par les administrateurs présents à la séance du conseil d'administration. Ce registre mentionne également le nom des administrateurs participant à la séance par des moyens de visioconférence ou de télécommunication. Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur et signés par le président de séance et par un administrateur ou, en cas d'empêchement du président de séance, par deux administrateurs. Les copies ou extraits de procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiés par le président, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions de président, le secrétaire du conseil d'administration, le directeur général, les directeurs généraux délégués ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

Art. 16. Pouvoirs du conseil d'administration. Sans préjudice des dispositions de l'article 7 de la loi du 26 juillet 1983, le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en oeuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le conseil d'administration met en place des comités spécialisés consultatifs, dans les conditions prévues à l'article R. 225-29 du Code de commerce.

Le conseil d'administration fixe la composition et les attributions de ces comités qui doivent lui rendre compte de l'exercice de leurs missions.

Les cautions, avals et garanties consentis par la société font l'objet d'une décision du conseil d'administration qui fixe les conditions de délégation de cette compétence.

Art. 17. Pouvoirs du président-directeur général de la société. Le président-directeur général organise et dirige les travaux du conseil, dont il rend compte à l'assemblée générale, et exécute ses décisions. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure en particulier que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires, des pouvoirs qu'elle réserve de façon spéciale au conseil d'administration, et dans la limite de l'objet social, le président-directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société. Il a la faculté de substituer partiellement dans ses pouvoirs autant de mandataires qu'il avisera. A l'égard des tiers, les directeurs généraux délégués disposent des mêmes pouvoirs.

Art. 18. Conventions entre la société et ses dirigeants et actionnaires. Sous réserve des exceptions prévues par la loi du 20 avril 2005 précitée, notamment son article 20, et conformément à l'article L. 225-38 du code de commerce, toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la société et son président-directeur général ou le cas échéant l'un de ses directeurs généraux délégués, l'un de ses administrateurs, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce, doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration.

Il en est de même des conventions auxquelles une de ces personnes est indirectement intéressée et des conventions intervenant entre la société et une entreprise, si le président-directeur général ou, le cas échéant, l'un des directeurs généraux délégués, ou l'un des administrateurs de la société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du conseil de surveillance ou de façon générale dirigeant de cette entreprise.

L'intéressé est tenu d'informer le conseil dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Toute convention intervenant directement ou indirectement entre la société et l'Etat sera soumise à l'approbation préalable du conseil suivant les conditions énoncées au présent article et les administrateurs représentant l'Etat ne pourront pas prendre part au vote.

Le président du conseil d'administration donne avis aux commissaires aux comptes de toutes les conventions autorisées mentionnées ci-dessus et soumet celles-ci à l'approbation de l'assemblée générale annuelle. Les commissaires aux comptes présentent sur ces conventions un rapport spécial à l'assemblée qui statue sur ce rapport. L'intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les dispositions des quatre alinéas ci-dessus ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux administrateurs de la société autres que personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte

courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elles leurs engagements envers des tiers. La même interdiction s'applique au président-directeur général et, le cas échéant, aux directeurs généraux délégués et aux représentants permanents des personnes morales administrateurs. Elle s'applique également aux conjoints, ascendants, descendants de ces personnes ainsi qu'à toute personne interposée.

Art. 19. Commissaires aux comptes. Le contrôle des comptes de la société est exercé par au moins deux commissaires aux comptes nommés et exerçant leur mission conformément à la loi. Ils sont convoqués, en application de l'article L. 823-17 du code de commerce, à toutes les réunions du conseil d'administration qui examinent ou arrêtent des comptes annuels ou intermédiaires, ainsi qu'à toute assemblée d'actionnaires.

Pour l'application de l'article L. 225-228 du code de commerce, le président-directeur général et, le cas échéant, le ou les directeurs généraux délégués, s'ils sont administrateurs, ne prennent pas part au vote du conseil qui propose la nomination des commissaires aux comptes à l'assemblée générale.

Des commissaires aux comptes suppléants sont nommés pour remplacer les commissaires aux comptes titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès.

Art. 20. Assemblées générales. Les assemblées générales se composent de tous les actionnaires dont les titres sont libérés des versements exigibles et ont été enregistrés comptablement au nom de l'actionnaire au 3^{ème} jour ouvré précédant l'assemblée générale à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

L'accès à l'assemblée générale est ouvert à ses membres sur simple justification de leurs qualités et identité. Le conseil d'administration peut, s'il le juge utile, faire remettre aux actionnaires des cartes d'admission nominatives et personnelles et exiger la production de ces cartes.

Tout actionnaire peut donner pouvoir dans les conditions et selon les modalités fixées par la loi et les règlements. Il peut également voter par correspondance dans les conditions et selon les modalités fixées par la loi.

Notamment, les actionnaires peuvent, dans les conditions fixées par les lois et règlements, adresser leur formule de procuration et de vote par correspondance, soit sous forme papier, soit, sur décision du conseil d'administration publiée dans l'avis de réunion et l'avis de convocation, par télétransmission.

La saisie et la signature du formulaire électronique peuvent être directement effectuées sur le site Internet mis en place par le centralisateur de l'assemblée par tout procédé arrêté par le conseil d'administration répondant aux conditions définies à la première phrase du deuxième alinéa de l'article 1316-4 du code civil (à savoir l'usage d'un procédé fiable d'identification garantissant le lien de la signature avec le formulaire), pouvant notamment consister en un identifiant et un mot de passe.

La procuration ou le vote ainsi exprimés avant l'assemblée par ce moyen électronique, ainsi que l'accusé de réception qui en est donné, seront considérés comme des écrits non révocables et opposables à tous, étant précisé qu'en cas de cession de titres intervenant avant le troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, la société invalidera ou modifiera en conséquence, selon le cas, la procuration ou le vote exprimé avant cette date et cette heure.

Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires et, le cas échéant, les assemblées spéciales sont convoquées, se réunissent et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu (y compris dans un autre département) indiqué dans la convocation.

Elles peuvent avoir lieu par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant l'identification des actionnaires. Dans ce cas, sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée en utilisant ces moyens.

L'ordre du jour de l'assemblée figure sur l'avis de convocation; il est arrêté par l'auteur de la convocation.

L'assemblée ne peut délibérer que sur les questions figurant à l'ordre du jour.

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins la quotité du capital prévue par la loi, le comité d'entreprise ou toute association d'actionnaires remplissant les conditions requises par la loi, agissant dans les conditions et délais légaux, ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence contenant les indications prescrites par la loi.

Les assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par un administrateur délégué à cet effet par le conseil. A défaut, l'assemblée élit elle-même son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'assemblée, présents et acceptant ces fonctions, qui disposent par eux-mêmes ou comme mandataires du plus grand nombre de voix.

Le bureau, constitué du président et des deux scrutateurs, désigne le secrétaire, qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

Les membres du bureau ont pour mission de vérifier, certifier et signer la feuille de présence, de veiller à la bonne tenue des débats, de régler les incidents de séance, de contrôler les votes émis, d'en assurer la régularité et de veiller à l'établissement du procès-verbal.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

L'assemblée générale ordinaire est celle qui est appelée à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts. Elle est réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de chaque exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, ou, en cas de prorogation, dans le délai fixé par décision de justice.

L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut, toutefois, augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectuées.

Sous la même réserve, elle statue à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance.

Art. 21. Droit de communication des actionnaires. Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement informé sur la gestion et la marche de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi.

Art. 22. Exercice social. L'exercice social a une durée de douze mois; il commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 23. Comptes annuels. Le conseil d'administration tient une comptabilité régulière des opérations sociales et arrête les comptes annuels conformément aux lois et usages du commerce.

Art. 24. Affectation des résultats. Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire. Sur ce bénéfice, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives ou de reporter à nouveau.

En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

La perte, s'il en existe, est inscrite à un compte spécial pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction ou pour être apurée par voie de réduction de capital.

Signé: A. DE ROMANET, J.P. COFFINIER, C. VAN ARKEL, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils le 16 octobre 2015. Relation: DAC/2015/17150. Reçu douze euros (EUR 12,-).

Le Receveur (signé): J. THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 16 octobre 2015.

Référence de publication: 2015170747/638.

(150189147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 octobre 2015.

Eclogan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 139.253.

L'an deux mille quinze, le six octobre,

pardevant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg,

s'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme ECLOGAN S.A., ayant son siège social au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès de Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 139253, constituée sous le droit Suisse et transférée vers le Grand-Duché de Luxembourg suivant acte reçu par Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, le 6 juin 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1617 du 1^{er} juillet 2008, (la «Société»).

L'assemblée est présidée par Madame Emilie GALLAIS, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Sandra CHANTEPIE, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Emilie GALLAIS, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par les membres du bureau et le notaire instrumentant. Ladite liste de présence, ainsi que les procurations signées "ne varietur", resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que les 400 (quatre cents) actions, toutes émises sous forme nominative, représentant l'intégralité du capital social de la Société sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Présentation et approbation du projet de fusion par absorption de ECLOGAN S.A. par la société de droit italien IMMOBILIARE AGRICOLA LA ESMERALDA S.P.A..

2. Constatation de l'exécution des obligations résultant de l'article 267 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (la «Loi») et de renonciation au rapport d'un réviseur d'entreprises agréé pour examiner le projet commun de fusion ainsi qu'au rapport justificatif des Conseils d'Administration et à l'établissement de comptes intermédiaires.

3. Décision de procéder à la fusion par absorption de la société ECLOGAN S.A. par la société IMMOBILIARE AGRICOLA LA ESMERALDA S.P.A. sous la condition suspensive de l'approbation du même projet de fusion et de la réalisation de cette fusion aux conditions prévues par ledit projet de fusion par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société absorbante à la date de l'inscription de fusion au registre de commerce de la société absorbante et l'attribution aux actionnaires de notre Société, des 306.000 actions existantes de la société absorbante en échange des 400 actions de notre Société.

4. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société absorbée pour l'exercice de leurs mandats respectifs.

5. Décision quant à la conservation des registres et documents de la société absorbée.

6. Pouvoir individuel à chaque membre du conseil d'administration de notre Société et de la société absorbante pour l'exécution des formalités résultant des résolutions relatives au présent ordre du jour au Grand-Duché de Luxembourg et en Italie.

7. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée constate que le projet de fusion par absorption entre IMMOBILIARE AGRICOLA LA ESMERALDA S.P.A., une société par action de droit italien, ayant son siège social au 7, via Pascoli, 24121 Bergamo (BG), Italie, immatriculée auprès de Registre des Entreprises de Bergamo 00419090162, (la «Société Absorbante») et ECLOGAN S.A., prénommée, (la «Société Absorbée») a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du Grand-Duché de Luxembourg numéro 2080 du 14 août 2015.

Ce projet, arrêté par les conseils d'administration des deux sociétés concernées le 30 juillet 2015, sous forme d'un acte authentique reçu par le notaire instrumentant, enregistré à Luxembourg Actes Civils 1 le 3 août 2015, prévoit l'absorption de ECLOGAN S.A. par IMMOBILIARE AGRICOLA LA ESMERALDA S.P.A. avec prise d'effet comptable de la fusion à la date d'effet de la fusion, c'est-à-dire la date d'enregistrement de la fusion au registre de commerce de la Société Absorbante, date à laquelle la société IMMOBILIARE AGRICOLA LA ESMERALDA S.P.A. poursuivra seule les activités des deux sociétés fusionnantes.

L'assemblée déclare que tous les documents requis par l'article 267 de la Loi, ont été tenus à la disposition des actionnaires au siège social de la Société, étant entendu que tous les actionnaires des sociétés qui fusionnent ont renoncé expressément à l'établissement de comptes intermédiaires, ainsi qu'au rapport d'expert visé par l'article 266 de la Loi, tel que permis par les articles 266 et 267 de la Loi. En outre, ils ont renoncé au rapport justificatif du conseil d'administration sur le projet de fusion prévu par l'article 265 de la Loi.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de procéder à la fusion telle que prévue dans le projet commun de fusion et approuve le susdit projet de fusion. Dans ce contexte, tel que renseigné dans le projet de fusion, les actionnaires de la Société Absorbée recevront 306.000 actions existantes de la Société Absorbante en échange des 400 actions de notre Société, lesquelles seront simplement annulées. La fusion ne donnera pas lieu à une augmentation du capital de la Société Absorbante. Toute éventuelle

plus- ou moins-value des actifs et passifs de la Société Absorbée sera attribuée à une réserve dans les comptes de la Société Absorbante.

Troisième résolution

Par suite de l'apport par la Société Absorbée de l'universalité de son patrimoine actif et passif à la Société Absorbante, la Société Absorbée sera dissoute sans liquidation par suite de cette fusion.

Quatrième résolution

L'assemblée générale donne décharge pleine et entière aux administrateurs ainsi qu'au commissaire aux comptes de la Société Absorbée pour l'exercice de leurs mandats respectifs.

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide que les registres et documents de la Société Absorbée seront conservés au siège de la Société Absorbante pendant la durée légale.

Sixième résolution

Pour toutes les formalités nécessaires ou utiles en relation avec les résolutions précédentes, l'assemblée donne un mandat individuel, avec pouvoir de substitution, à chaque membre du Conseil d'Administration de la Société Absorbante et de la Société Absorbée, pour exécuter les formalités résultant des résolutions relatives au présent acte au Grand-Duché de Luxembourg et en Italie.

Condition suspensive

Les présentes résolutions sont prises sous la condition suspensive de l'approbation du même projet de fusion et de la réalisation de cette fusion aux conditions prévues par ledit projet de fusion par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société Absorbante.

Certification

En conformité avec l'article 271 de la Loi, le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la Société Absorbée du présent projet de fusion.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de deux mille deux cents euros (EUR 2.200,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: E. GALLAIS, S. CHANTEPIE, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 08 octobre 2015. Relation: 1LAC/2015/32269. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 octobre 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015170315/108.

(150188058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 octobre 2015.

REX-ZDHL S.C.S. SICAV-SIF, Société en commandite spéciale sous la forme d'une Société d'Investissement à capital variable - Fonds d'investissement spécialisé.

Siège social: L-8070 Bertrange, 37, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 200.162.

Extract of the partnership agreement of the Partnership

1. General Partner. REX-ZDHL GP S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 37, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg and registration with the Luxembourg register of trade and companies (registre de commerce et des sociétés (RCS)) pending (the "General Partner" - "associé commandité").

2. Name of the Partnership. REX-ZDHL S.C.S. SICAV-SIF

3. Legal Form. Société en commandite simple, Société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé

4. Corporate object. The purpose for which the Partnership is established is:

"The object of the Partnership is to invest its assets in Real Estate permitted to a specialised investment fund governed by the Law of 13 February 2007 with the purpose of spreading investment risks and affording its Investors the results of the management of its portfolio.

The Partnership may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the Law of 13 February 2007 and, in particular and without limitation, make investments, either directly or through Real Estate Investment Structures."

5. Registered office. The registered office of the Partnership is established at 37, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg.

6. Management. The Partnership is managed by the General Partner - "associé commandité" exclusively.

The General Partner will have the broadest powers in its capacity as manager (gérant) of the Partnership to administer and manage the Partnership, to act in the name of the Partnership in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Partnership's object.

All powers not expressly reserved by law or the limited partnership agreement to the general meeting of partners fall within the competence of the General Partner in its capacity as manager (gérant) of the Partnership.

7. Statutory Power of Signature of the Partnership. The Partnership will be bound towards third parties by the sole signature of the General Partner represented by the joint signature of one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager, or by the joint signature of any person(s) to whom such signatory authority has been delegated by the board, together with one (1) Class A Manager.

No limited partner in such capacity shall represent the Partnership.

8. Liability of the Partners. The General Partner shall be liable in its capacity as unlimited partner with the Partnership for all debts and losses, which cannot be recovered out of the Partnership's assets.

Subject to, but within the limits of, the applicable provisions of the Law of 10 August 1915 and of the limited partnership agreement, the Limited Partners shall not act on behalf of the Partnership other than by exercising their rights as limited partners in the Partnership and shall only be liable for the debts and losses of the Partnership up to the amount of the funds which they have promised to contribute to the Partnership.

9. Initial capital. The initial capital of the Partnership is set at thirty one thousand (31,000.-) Euro.

10. Date of establishment. The Partnership was established on 15 September 2015.

11. Duration. The Partnership is established for an unlimited period.

The Partnership shall be dissolved if there is only a sole partner or no longer at least one limited partner and one unlimited partner.

Übersetzung des vorangehenden Textes:

Auszug aus dem Gesellschaftsvertrag der Gesellschaft (die "Gesellschaft")

1. Gesellschafter. REX-ZDHL GP S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend unter Luxemburger Recht, mit eingetragenem Sitz in 37, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Großherzogtum Luxemburg, die Eintragung beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (registre de commerce et des sociétés (RCS)) ist anhängig, als Gesellschafter mit unbeschränkter Haftung (der "Komplementär" - "associé commandité").

2. Name der Gesellschaft. REX-ZDHL S.C.S. SICAV-SIF

3. Rechtsform. Société en commandite simple, Société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé

4. Gesellschaftszweck. Die Gesellschaft wurde für den folgenden Zweck gegründet:

"Der Zweck der Gesellschaft liegt in der Anlage ihrer Vermögenswerte in Immobilien, die für einen spezialisierten Investmentfonds unter dem Gesetz vom 13. Februar 2007 zulässig sind, um die Anlagerisiken zu streuen und ihren Investoren die Erträge aus der Verwaltung ihres Portfolios zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft darf jegliche Maßnahmen ergreifen und jegliche Transaktionen ausführen, die sie für die Erfüllung und Förderung ihres Gesellschaftszwecks als nützlich erachtet, im größten unter dem Gesetz vom 13. Februar 2007 zulässigen Maße, und insbesondere darf die Gesellschaft ihre Anlagen unbeschränkt direkt oder indirekt über Immobilienanlagensstrukturen tätigen."

5. Sitz. Der eingetragene Sitz der Gesellschaft ist in 37, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Großherzogtum Luxemburg.

6. Geschäftsführung. Die Geschäfte der Gesellschaft werden ausschließlich durch den Komplementär - "associé commandité" geführt.

Der Komplementär ist in seiner Eigenschaft als gérant der Gesellschaft mit den umfassendsten Befugnissen ausgestattet, die Geschäfte der Gesellschaft zu führen und die Gesellschaft zu verwalten, jederzeit im Namen der Gesellschaft zu handeln und sämtliche Handlungen und Tätigkeiten durchzuführen und zu genehmigen, die dem Gesellschaftszweck der Gesellschaft entsprechen.

Alle Befugnisse, die nicht durch Gesetz oder den Gesellschaftsvertrag der Generalversammlung der Gesellschafter zugewiesen sind, liegen in der Kompetenz des Komplementärs in seiner Eigenschaft als gérant der Gesellschaft.

7. Statutarische Gesellschaftszeichnungsberechtigung. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten durch die alleinige Unterschrift des Komplementärs gebunden, seinerseits vertreten durch die gemeinsame Unterschrift eines (1) Klasse A Geschäftsführers und eines (1) Klasse B Geschäftsführers, oder durch die gemeinsame Unterschrift einer Person oder mehrerer Personen, auf die ein solches Zeichnungsrecht durch den Rat der Geschäftsführung übertragen worden ist, zusammen mit mindestens einem (1) Klasse A Geschäftsführer.

Kein Kommanditist wird in dieser Funktion die Gesellschaft vertreten.

8. Haftung der Gesellschafter. Der Komplementär, in seiner Eigenschaft als unbeschränkt haftender Gesellschafter, haftet gemeinsam mit der Gesellschaft für alle Verbindlichkeiten und Verluste, die nicht aus dem Vermögen der Gesellschaft bestritten werden können.

Vorbehaltlich und in den Grenzen der anwendbaren Bestimmungen des Luxemburger Gesetzes vom 10. August 1915 und des Gesellschaftsvertrags sind die Kommanditisten vom Handeln für die Gesellschaft ausgeschlossen, mit Ausnahme der Ausübung ihrer Rechte als beschränkt haftende Gesellschafter der Gesellschaft, und sie sind nur bis zu dem Betrag ihre Einlage in die Gesellschaft für Verluste und Verbindlichkeiten der Gesellschaft haftbar.

9. Anfängliches Gesellschaftskapital. Das anfängliche Kapital der Gesellschaft beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,00).

10. Gründungsdatum. Die Gesellschaft wurde am 15. September 2015 gegründet.

11. Laufzeit. Die Gesellschaft wurde mit unbeschränkter Laufzeit gegründet.

Die Gesellschaft wird aufgelöst wenn nur noch ein alleiniger Gesellschafter existiert oder nicht mehr zumindest ein Komplementär und ein Kommanditist.

Référence de publication: 2015157608/94.

(150173762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2015.

Comité de Souvenir de la Commune de Pétange -CSCP-asbl, Association sans but lucratif.

Siège social: L-4701 Pétange, 1, place du Marché.

R.C.S. Luxembourg F 10.509.

— STATUTS

L'an deux mil et quinze, le 10 mai, sur initiative du conseil d'administration de la Borne du Passeur, asbl, Pétange et en accord avec les délégués de l'administration communale de Pétange, de l'Union nationale des Passeurs, Filiéristes et Résistants luxembourgeois, la Ligue Luxembourgeoise des Mutilés et Invalides de Guerre 1940-45 et du Syndicat d'Initiative de la Commune de Pétange, et du Syndicat d'Initiative de la Commune de Pétange, il est créé une association sans but lucratif, régie par les présents statuts ainsi que les lois du 21.04.1928 et suivantes et remplaçant l'association sans but lucratif: "Borne du Passeur- Pétange" créée le 15 avril 1992, et portant sur:

1. Dénomination - siège - durée. L'association est dénommée

COMITE DU SOUVENIR de la COMMUNE de PETANGE -CSCP-asbl.

Son siège est à Pétange

L'association est constituée pour une durée illimitée

2. Objet. L'association a pour but de:

a) Commémorer la mémoire des victimes de la 2^e guerre mondiale, morts pour la patrie et en spécial le souvenir des passeurs, filiéristes, résistants, enrôlés de force, réfractaires, déportés, victimes du nazisme, militaires, et civils.

b) Garder vivant ce devoir du souvenir par toutes sortes de cérémonies commémoratives, d'organisations ou d'institutions tel que journées commémoratives, cérémonies du souvenir, conférences, films, convéniats, anniversaires, expositions, musées, etc

c) Maintenir vivant les liens de l'amitié entre les associations patriotiques luxembourgeoises et alliées poursuivant le même idéal.

d) L'association est neutre en matière politique et religieuse

3. Composition - cotisations.

a) L'association peut affilier et s'affilier.

b) L'association se compose de membres effectifs et honoraires. Peuvent être admis comme membres effectifs, toutes les personnes s'identifiant avec les idéaux et l'objet de l'association et présentant les qualités morales et patriotiques nécessaires à l'accomplissement de cette tâche. Les propositions sont soumises au conseil d'administration puis à l'assemblée générale.

c) Des membres honoraires peuvent être admis contre paiement d'une cotisation annuelle.

d) La qualité de membre effectif ou honoraire se perd, par la démission ou par le refus de payer la cotisation annuelle ou par exclusion pour motif grave. Cette dernière exclusion doit être ratifiée par l'assemblée générale.

e) Les cotisations annuelles pour membres effectifs et honoraires sont fixées par l'assemblée générale.

4. Administration.

a) L'association est administrée par un conseil d'administration qui se compose de 5 membres effectifs au moins et de 17 membres effectifs au maximum.

b) Le conseil d'administration élit en son sein, un président, deux vice-présidents, un secrétaire et un trésorier

5. Exercice social - assemblée générale.

a) L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année, excepté l'année de sa fondation, où l'exercice social commence le 10 mai 2015 pour finir le 31.12.2015

b) L'assemblée générale ordinaire a lieu tous les ans durant le premier semestre de l'année en cours afin de déposer les comptes rendus administratifs et financiers.

c) Deux membres honoraires ou effectifs sont nommés vérificateurs des comptes et procèdent au contrôle interne des comptes financiers.

6. Autres et Divers.

a) Les quorums nécessaires au vote, les dispositions relatives aux assemblées générales extra-ordinaires, et les cas de dissolution, étant réglés par la loi, les membres déclarent se référer aux susdits articles ainsi que pour tout ce qui n'est pas libellé expressément dans les présents statuts.

Les membres fondateurs:

BREYER	Roland	4712 Pétange	Rue des Alliés
DAMAN	Viviane	4735 Pétange	Rue Gillardin
FELTZ	Frank	4707 Pétange	Rue des Acacias
JUSTEN	René	4735 Pétange	Rue Gillardin
KLEIN	Marc	4907 Bascharage	Rue Theophile Aubart
KLEIN	Roger	4744 Pétange	Porte Lamadelaine
KOHNER	Tom	4968 Schouweiler	Rue Elsy Jacobs
LINDEN	Jeannot	4882 Lamadelaine	Rue du Moulin
MASUTTI	Raymond	4721 Pétange	Rue Jacques Chauvin
MERTZIG	Romain	4778 Pétange	Rue Léonard Schroeder
METZLER	Romain	4707 Pétange	Rue des Acacias
PIERRE	Norbert	4870 Lamadelaine	Rue de l'église
SCHARLL	Gerard	3332 Fennange	Rue des Champs
SCHILTZ	Josy	4782 Pétange	Rue de l'Hôtel de Ville
SCHWACHTGEN	Jacques	4777 Pétange	Rue des Romains
THEISEN	André	3713 Rumelange	Rue Jean-Pierre Bausch
WOLFF	Jempi	1323 Luxembourg	Rue des Champs

Etabli à Pétange, le 10 mai 2015.

Signatures

Les membres fondateurs

Référence de publication: 2015149539/73.

(150163850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.